

UKRAINE

Pour la résistance et les luttes sociales



n° 718

mars 2024

5,50 € / 8 CHF

- Économie** ● Intelligence artificielle et travail à la périphérie du capitalisme
- Allemagne** ● BSW, capitulation devant l'esprit du temps et les vents dominants
- Mobilisations paysannes** ● Une confrontation entre agriculteurs et écologistes ?

Aux abonnés !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France
Tél. : +33 1 49 28 54 87

E-mail : inprecor@wanadoo.fr
Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

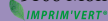
Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

Éditorial

Antoine Larrache

Au côté des Palestiniens, la résistance continue 3

Ukraine & Russie

Ilya Boudraitskis

Alexeï Navalny a appris à l'opposition russe à se mobiliser 4

Vitaly Bovar

Mars 2024 : Le « calme » au milieu de la tempête 6

Entretien avec Victoria Pihoul

Le retour des confrontations politiques en Ukraine 8

Allemagne

Thies Gleiss

BSW : capitulation devant l'esprit du temps et les vents dominants 12

Internationale Sozialistische Organisation

Pourquoi nous rejetons l'Alliance Sahra Wagenknecht 13

Mobilisations paysannes

Adriano Bulla

Une confrontation entre agriculteurs et écologistes ? 16

Protection sociale en France

Jean-Claude Laumonier

La crise sanitaire comme accélérateur des contre-réformes de la santé 20

Forum social mondial

Éric Toussaint

Lancer un front international contre l'extrême droite 25

Économie

Mónica Sladogna et Svenja Blanke

Intelligence artificielle et travail à la périphérie du capitalisme 27

Histoire

Michael Löwy et Rodolphe Prager

Un trotskiste au Panthéon ! 33

Lecture

Daniel Tanuro

Denis Horman, ou l'espérance indéfectible 35

Gauche anticapitaliste européenne

Gonzalo Donaire

Ensemble, se frayer un chemin 36

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens
numéros



Les réseaux
sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer,
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

Au côté des Palestinien-es, la résistance continue

Par
Antoine Larrache*

Un génocide est exposé en direct sur nos écrans. Les mutilations, les villes dévastées, les dizaines de milliers de morts dans des circonstances atroces, les attaques d'hôpitaux, les véhicules de Médecin sans frontières visés par des missiles et la suppression des subventions à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) – tout cela caractérise la tentative de génocide en cours.

Une lutte sans pitié

Les grandes puissances impérialistes nous présentent leurs « faits alternatifs » – une méthode popularisée par Trump – selon lesquels Israël se défendrait contre une agression. Michel Warchawski utilise la métaphore selon laquelle Israël est la queue qui fait bouger le chien que sont les États-Unis, pour montrer qu'Israël possède une autonomie vis-à-vis des puissances occidentales mais est intimement lié à elles.

Celles-ci, par leur collaboration avec Israël, montrent la nature de leur domination sur le monde : elles mènent une lutte à mort contre les classes populaires, contre celles et ceux qui, par leur simple existence, nuisent à leurs intérêts économiques et politiques. Le financement, la fourniture d'armements, les investissements, le soutien politique – notamment l'islamophobie – des classes dominantes montrent l'unité entre la politique d'Israël et leurs politiques dans leur propre pays.

Il y a urgence à agir. Le gouvernement Netanyahu a fixé un ultimatum au 10 mars, début du ramadan, pour la libération des otages israélien-es, menaçant de renforcer l'attaque sur Rafah, avec la possibilité d'un approfondissement du génocide, la

population étant repoussée vers l'Égypte et la mer.

Les mobilisations existent

Ces dernières semaines, 50000 personnes ont manifesté à Londres, autant à Copenhague, 20000 à Bruxelles, des dizaines de milliers aux États-Unis. Des collectifs militants existent – Palestine Solidarity Campaign en Grande-Bretagne, Stop Annektering af Palæstina au Danemark, Urgence Palestine notamment en France, etc. – et construisent la mobilisation à la base.

Des actions de boycott, dans le cadre de la campagne BDS, sont réalisées, avec efficacité, puisque McDonald's aurait vu sa croissance dans le monde limitée à 0,7% au lieu des 5,5% prévus, avec une baisse de fréquentation de 13% durant 2023 aux États-Unis, attribuée notamment au boycott (1). Les appels contre Carrefour ont permis de grands rassemblements. Puma ne renouvellera pas son partenariat avec la Fédération israélienne de football, sous la pression du boycott et des actions de saturation téléphoniques, des boîtes emails, etc.

Parfois, le désespoir gagne, comme c'est le cas lorsqu'un jeune homme s'immole par le feu aux États-Unis (2). Mais des éléments positifs existent, avec des discussions de plus en plus régulières dans les organisations syndicales pour soutenir le peuple palestinien. En Israël même, des résistances existent, à l'image du travail réalisé par les sites +972 magazine et B'tselem et des manifestations organisées et dont nous faisons l'écho, même si elles sont limitées en termes numériques, pour mettre en valeur le fait que des juifs résistent au sionisme morbide, dans le monde entier.

Une rencontre internationale aura lieu les 16 et 17 mars à Barcelone pour coordonner la résistance. La construction de la mobilisation est

une tâche essentielle pour la IV^e Internationale et ses organisations. Comme l'avait déclaré nos camarades de la région arabe « à Gaza pourrait bien se jouer l'avenir du monde » (3) : comme l'Ukraine, la Palestine est un lieu où se mesure le désordre mondial. Les puissances impérialistes essaient de solidifier ou agrandir leur contrôle sur certaines régions, dans le cadre de la crise globale du capitalisme et du durcissement de la concurrence internationale.

Notre combat

Nous sommes dans un monde en guerre. Celle-ci s'inscrit dans la durée et tous les éléments du rapport de forces comptent pour trouver une issue.

La mobilisation en solidarité avec la Palestine, comme la résistance sur place et en Ukraine, s'inscrivent dans ce cadre. En agissant, les classes populaires s'homogénéisent. Les discussions politiques sont multiples, sur comment construire un mouvement, le front unique, et les solutions pour la Palestine.

Pour la IV^e Internationale, elles commencent par le droit au retour de tou-ttes les Palestinien-es sur le territoire historiquement reconnu de la Palestine, l'élimination de l'apartheid du fleuve à la mer, la lutte contre toutes les formes d'oppression, de racisme et d'exploitation dans toute la région, l'imposition de l'égalité des droits pour tous les peuples et, par conséquent, le démantèlement de l'État sioniste en tant qu'État « des Juifs ».

Nous souhaitons le développement d'un vaste mouvement révolutionnaire égalitaire de tous les peuples de Palestine dans leur lutte pour l'autodétermination. Ce qui nécessite le rejet du sionisme par le peuple juif d'Israël et sa participation à une révolution arabe porteuse d'une dynamique démocratique, laïque et socialiste. ■

Le 27 février 2024

« à Gaza pourrait
bien se jouer
l'avenir du monde »

* Antoine Larrache est rédacteur d'Inprecor, membre de la direction de la IV^e Internationale et du NPA.

1) « Le chiffre d'affaires de McDonald's en baisse après un boycott massif », Inès Bennacer, 7 février 2024, *Forbes*.

2) « Man Dies After Setting Himself on Fire Outside Israeli Embassy in Washington, Police Say », Aishvarya Kavi, 25 février 2024, *New York Times*.

3) Déclaration d'Al Mounadil-a (Maroc), de l'Organisation des Révolutionnaires socialistes (Égypte), de Mahmoud Rechidi (porte-parole du Parti socialiste des travailleurs, suspendu, Algérie) et du Groupe révolutionnaire communiste (Liban).

Alexeï Navalny a appris à l'opposition russe à se mobiliser

Le mouvement d'Alexeï Navalny a tenté un type de mobilisation de masse rare parmi les dissidents libéraux qui l'ont précédé. Il a résisté aux efforts visant à étouffer la société russe – un acte de défi qui lui a coûté la vie.

Par
Ilya Boudraitskis*

Vendredi 16 février – à moins que ça ne se soit produit la veille – l'homme politique a été tué dans une prison pour détenus à haut risque dans l'extrême nord de la Russie. Les véritables causes de sa mort restent cachées, et on ne sait même pas où se trouve son corps, malgré les tentatives de ses parents et de sa femme pour le récupérer auprès des autorités. Navalny est peut-être mort à cause de coups, d'un poison ou de la torture systématique à laquelle il a été soumis pendant trois ans en prison. Nous n'en savons rien.

Nombreux sont ceux, dont je fais partie, qui ont encore du mal à s'habituer à l'idée de la mort de Navalny. Pourtant, force est de constater que c'était l'issue inéluctable depuis son retour en Russie en janvier 2021. À l'époque, après avoir miraculeusement survécu à une tentative d'empoisonnement par les services spéciaux russes – il avait alors été hospitalisé à Berlin –, il a pris l'avion pour Moscou, où il a été immédiatement arrêté. Les motifs juridiques de son emprisonnement étaient insensés : il a d'abord été condamné à trois ans de prison, puis les autorités ont ajouté une peine de neuf ans pour une autre affaire, puis une troisième avec dix-neuf ans supplémentaires. Navalny avait parfaitement compris que, sur le territoire russe, sa vie ne dépendait que de la volonté d'un seul homme. En ce sens, il est devenu un Russe comme les autres.

* Ilya Boudraitskis, chercheur en histoire et en sciences politiques, enseignant à l'université de Moscou, organisateur du mouvement anti-guerre jusqu'à son exil en 2022, est militant du Mouvement socialiste russe. Cet article a d'abord été publié en anglais par *Jacobin*.
Traduit par JM.

1. « Ma peur et ma haine », 11 août 2023 (en russe).

Un parcours politique chaotique

Navalny a passé plus de 250 jours, entrecoupés de courtes pauses, dans la cellule dite punitive – une sorte de prison dans la prison, où il était détenu dans des conditions extrêmement difficiles, avec notamment une interdiction totale de tout contact avec le monde extérieur. Pourtant, jusqu'à ses derniers jours, il a saisi toutes les occasions pour lire et écrire. L'histoire nous apprend que pour de nombreux prisonniers politiques, la cellule devient un lieu de réflexion profonde – souvent, malheureusement, définitive – sur les raisons de la défaite des mouvements auxquels ils appartenaient, sur les leçons à en tirer et sur les défis à relever pour l'avenir.

En août dernier, Navalny a probablement écrit l'un de ses messages les plus importants de ce type (1). Réfléchissant aux raisons de l'émergence de la dictature de Vladimir Poutine, il est parvenu à la conclusion que ses racines remontent aux années 1990, à l'époque du règne de Boris Eltsine et des soi-disant réformes du marché. Poutine et ses amis des services secrets ne sont pas arrivés au pouvoir en « repoussant les réformateurs démocratiques », écrivait-il : au contraire, ces « réformateurs » « les ont eux-mêmes appelés, ils leur ont eux-mêmes appris à falsifier les élections, à voler les biens de l'État, à mentir aux médias, à réprimer l'opposition par la force, et même à déclencher des guerres absurdes ». Pour maintenir le contrôle d'un petit groupe d'oligarques sur un vaste empire immobilier, les « démocrates » des années 1990 ont détruit les institutions démocratiques naissantes et ouvert la voie à l'autoritarisme. Comprendre cette genèse du poutinisme,

inextricablement liée à l'histoire criminelle de la redistribution de l'ancienne propriété publique, est, comme l'a noté Navalny, « la question de stratégie politique la plus importante pour tous les partisans du développement démocratique du pays ».

Navalny a passé de nombreuses années dans les cercles politiques russes avant d'en arriver à cette conclusion. En 2000, très jeune, il rejoint le parti libéral Iabloko, qu'il quitte quelques années plus tard, déçu par le dogmatisme et l'élitisme de l'ancienne génération de libéraux russes. Son désir de construire une large coalition d'opposition

“Les enquêtes de Navalny, qui ont suscité une énorme indignation, ne parlaient de la nature criminelle de la richesse de l'élite politique et économique en tant que telle.”

le conduit alors à flirter avec le nationalisme russe et la rhétorique anti-immigrés, ce qui reste l'un des moments les plus controversés de sa trajectoire politique. En 2011, il lance la Fondation anti-corruption, une organisation qui s'est avérée capable d'absorber l'énergie de la jeune génération mise en mouvement avec les manifestations de

masse contre le troisième mandat présidentiel de Poutine. C'est le début de l'histoire de Navalny en tant que principal et plus dangereux opposant au gouvernement Poutine – l'histoire du Navalny des années 2010.

Colère sociale

Dans un contexte de répression croissante et de propagation de l'apathie et du conformisme dans la société russe, face à un système électoral opaque et manipulé d'en haut, Navalny a montré que même de telles élections peuvent être utilisées pour exprimer une puissante protestation et la politisation de larges couches de la société. En 2013, il mène une campagne impressionnante lors



Navalny participant à une marche à la mémoire de l'opposant assassiné Boris Nemtsov à Moscou, le 29 février 2020. © Michal Siergiejevicz – CC BY 2.0.

des élections à la mairie de Moscou, défiant le protégé du Kremlin et, en 2018, il annonce sa candidature à la prochaine élection présidentielle. Bien que les autorités n'aient pas autorisé Navalny à se présenter, invoquant divers prétextes farfelus, sa campagne de 2018 a attiré 150 000 volontaires et est en fait devenue l'organisation politique de base la plus massive de l'histoire de la Russie post-soviétique. Les quartiers généraux de campagne de Navalny, ouverts dans tout le pays, sont devenus des centres de politisation de la jeunesse. Des débats ont été constamment organisés sur toutes les questions d'actualité et de la vie du pays, et la génération des jeunes de vingt ans a découvert le monde des idées politiques (et certain-es d'entre elles et eux ont choisi les idées socialistes).

Plus important encore, la campagne de Navalny a montré à des dizaines de milliers de personnes que la participation politique est une véritable alternative au monde étroit des intérêts privés et de l'indifférence dans lequel le gouvernement Poutine a si péniblement poussé les Russes pendant des années. Ce succès a été possible parce qu'il s'est rendu compte que les slogans libéraux habituels – limités à des demandes d'élections équitables et de garanties des droits civils – ne peuvent pas produire une mobilisation politique à grande échelle. Il a compris que dans la Russie de Poutine, les inégalités sociales colossales, la pauvreté de la majorité et l'incroyable richesse d'une infime minorité étaient les principaux problèmes. La possibilité d'une transition vers une véritable démocratie dépend de la résolution de ce problème. Les enquêtes de Navalny, qui ont suscité une énorme indignation, ne parlaient pas seulement de corruption, mais aussi de la nature criminelle de la richesse de l'élite politique et économique en tant que telle. La colère sociale suscitée par les inépuisables visites virtuelles des palais secrets de Poutine et de ses amis était, dans l'ensemble, un sentiment de classe.

Des préoccupations sociales

Au cours de cette période, la question de l'injustice sociale a commencé à occuper une place centrale dans la rhétorique de Navalny.

Il s'est activement opposé à la réforme néolibérale des retraites de Poutine, encourageant la création de syndicats indépendants d'infirmières et d'enseignants, et il a critiqué le gouvernement pendant la pandémie pour les maigres sommes versées aux personnes qui avaient perdu leur revenu et leur emploi.

Navalny n'est pas arrivé à ces prises de position à partir d'idées de gauche, mais grâce à son expérience de voyages constants à travers le pays et à sa capacité à écouter des personnes très différentes au sujet de leurs vrais problèmes.

Après 2018, lorsqu'il est devenu clair que lui et ses partisans ne seraient jamais autorisés à participer aux élections présidentielles ou parlementaires, Navalny a appelé à un « vote intelligent », c'est-à-dire à soutenir le candidat apparaissant le plus capable de l'emporter face au parti Russie unie de Poutine. Cette tactique est devenue un sérieux défi pour le système de « démocratie dirigée » de Poutine, dans lequel tous les autres partis existent en tant qu'ornements et ne sont pas destinés à rivaliser réellement pour le pouvoir et l'influence politique. Le principal bénéficiaire du « vote intelligent » a été le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), seule force du système politique existant capable d'accumuler des voix exprimant la colère sociale.

En appelant au soutien tactique du PCFR, Navalny a non seulement attiré des centaines de milliers de jeunes électeurs vers le parti, mais il a également contribué à un renouveau au sein du parti lui-même, où le mécontentement à l'égard du conservatisme et de l'opportunisme de l'ancienne direction allait croissant.

La marche à la guerre

À l'été 2020, il est devenu évident pour le Kremlin que Navalny représentait un problème existentiel qui ne pouvait être résolu que par des moyens radicaux. Cependant, Navalny a non seulement miraculeusement survécu à l'empoisonnement, mais a également mené, avec son équipe, une brillante enquête sur son propre assassinat manqué, établissant la liste complète des officiers du Service fédéral de sécurité (FSB,

successeur du KGB) qui y étaient impliqués. Janvier 2021 est devenu le dernier combat de Navalny. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues des grandes villes pour exiger sa libération immédiate. Ces manifestations ont été interdites et sévèrement réprimées : des centaines de personnes ont été battues et arrêtées.

À ce moment-là, la Russie de Poutine était déjà sur le point d'envahir l'Ukraine, et l'élimination de toute opposition potentielle faisait partie intégrante de cette préparation. Les manifestations du jour du début de la guerre, le 24 février 2022, ont été mal organisées et n'ont pas atteint l'ampleur de l'année précédente. La société russe a plongé dans une atmosphère de peur et d'apathie, et Navalny n'a pu apprendre les nouvelles dans sa prison que par des programmes télévisés de propagande et des lettres de ses camarades.

Pas un esclave

Alexei Navalny n'a jamais été socialiste. Il croyait fermement en la possibilité d'une démocratie « normale » pour la Russie, avec un État de droit, la liberté d'expression, une classe moyenne massive et un marché orienté vers la société. Jusqu'au bout, Navalny a pris au sérieux des principes aussi banals que le « gouvernement du peuple et par le peuple ».

À l'instar d'Alexandre Radichtchev (2), premier dissident russe de la fin du 18^e siècle et combattant de la libération, Navalny voulait que chaque Russe se sente « *non pas un arbre, non pas un esclave, mais un être humain* ». Aujourd'hui, après l'assassinat de Navalny et face à la montée des formes autoritaires de capitalisme dans le monde, nous devons nous rappeler que sans la liberté fondamentale d'expression et de réunion, la gauche et les opprimés ont très peu de chances de gagner quoi que ce soit. ■

Le 20 février 2024

2. **Alexandre Radichtchev** (1749-1802), écrivain, philosophe et poète a publié en 1790 *Voyage de Pétersbourg à Moscou* (traduction française : éditions Payot, 2007) où il dénonçait le servage, le système judiciaire et l'administration sous Catherine II. Il a été arrêté, torturé et condamné à mort, peine commuée en dix ans de bague en Sibérie. Libéré par Paul I^{er}, employé brièvement par Alexandre I^{er} pour la révision de la législation russe et à nouveau menacé par son employeur, il aurait mis fin à ses jours sous la menace d'un nouvel exil en Sibérie. Mais, officiellement, il est mort de phthisie...

Mars 2024 : Le « calme » au milieu de la tempête

Les résultats de la prochaine élection présidentielle semblent absolument prévisibles, mais cela signifie-t-il que la société civile est impuissante ? Le journaliste et militant Vitaly Bovar exprime ici son opinion sur la stratégie préélectorale.

Par
Vitaly Bovar*

En mars 2024, une élection présidentielle est programmée en Russie. Dans les démocraties libérales, on dirait probablement qu'il y a un favori évident : Vladimir Poutine. Toutefois, ces élections ne sont pas réelles : il n'y aura pas de candidats désireux de gagner ni de forces politiques critiquant sérieusement le président en exercice. C'est pourquoi, dans le discours public russe, on parle parfois de « procédure électorale » ce qui souligne leur caractère arbitraire. Mais il serait plus juste de les qualifier de plébiscite sur la confiance accordée au président Vladimir Poutine.

Ces élections auront lieu dans un contexte d'épuration sans précédent de l'arène politique russe

La plupart des personnalités d'opposition ont émigré, sont en prison ou ont été obligés de réduire leurs activités au minimum. (1) Il fait cependant peu de doutes que les résultats seront falsifiés. Dans certaines régions comme Moscou, où l'organisation des élections représente un défi pour les autorités, l'arme absolue – le système de vote électronique à distance (VED) – sera déployée. Ce système sera utilisé dans les régions où l'on s'attend à ce que les élections soient problématiques pour les autorités. En effet, la falsification directe des résultats du vote peut déclencher des

manifestations de masse. Le Kremlin l'a compris pour la première fois en 2011 et en a été encore plus convaincu par les manifestations au Belarus en 2020. Les autorités sont résolues à éviter de telles péripéties et autres surprises dans les régions dotées d'un potentiel élevé de contestation, et le système VED peut contribuer à garantir un résultat « adéquat ». Quel impact ces élections auront-elles sur la société russe ? Quel est l'élément le plus important dans ces élections pour le Kremlin ? Pourquoi ces élections sont-elles à la fois cruciales et périlleuses pour les autorités russes ?

Je ne veux pas tergiverser ni dissimuler ma position : je pense qu'il est nécessaire de participer à ces élections, même si elles sont truquées. Pendant plus d'un mois, il y a eu une vive discussion sur cette question dans les cercles de l'opposition russe. L'un des éléments les plus importants est la consultation publique d'Alexei Navalny sur les stratégies et tactiques électorales pour mars 2024.

Je n'ai pas l'intention de dresser la liste des arguments en faveur des différents points de vue : ils sont nombreux et on peut en trouver pour tous les goûts. J'aimerais seulement souligner que la direction politique de la Russie a mis en place un système coûteux de contrôle bureaucratique sur les élections, conçu pour produire les résultats souhaités par le régime. Il est par essence crucial pour ce système que les urnes contiennent le plus grand nombre possible de bulletins « Pour » et un minimum de bulletins « Contre ». Tout le reste – le taux de participation, le nombre de candidats et leurs personnalités, le bourrage des urnes et les manipulations – constitue des détails techniques. Ceci doit être pris en compte dans tout projet politique d'opposition pour mars 2024, mais cela ne détermine pas la réponse à la question de savoir si les opposants à la politique de Vladimir Poutine doivent se rendre aux urnes.

Détruire la politique

Dans un commentaire récent pour un article du *New York Times*, Dmitry Peskov, l'attaché de presse du président Poutine, affirmait que les élections en Russie ce n'est pas la démocratie, mais une « bureaucratie coûteuse ». Les raisons qui fondent cette affirmation ont une importance limitée dans cette conjoncture. Évitions de fouiller le sous-texte ou les significations cachées de ses mots, laissant cela aux experts en « signaux envoyés à l'élite » et en technologie politique. Admettons que sa déclaration est un fragment d'une compréhension globale du système politique de la Fédération de Russie en tant que forme d'exercice du contrôle administratif pour s'assurer que la démocratie – c'est-à-dire une forme de régime politique où l'opinion des masses pourrait détruire les plans des groupes dirigeants – n'arrive pas par accident dans le pays.

Les processus démocratiques, même dans les démocraties libérales les plus limitées, supposent une « dynamique ascendante » (2) au sein de la société : des ONG sont créées et dissoutes, des partis et des mouvements politiques se confrontent, les radicaux se rebellent et la police essaie de les contrôler. Ceci résume la vie politique et la politisation, quand on regarde l'engagement citoyen. Les élections ne sont qu'une partie de ce processus. Une partie importante parce qu'elles déterminent l'équilibre du pouvoir et des ressources pour une période donnée, mais pas la seule. Ce sont précisément les dynamiques sociales au sein de la société russe que Vladimir Poutine a intentionnellement combattue depuis qu'il est devenu Président. Ainsi nous pouvons affirmer que la dépolitisation a été la stratégie intérieure adoptée par le Kremlin au cours des dernières décennies.

La première réponse des autorités à un groupe social ou à des protestataires locaux

* Vitaliy Bovar est étudiant en master en histoire de la psychiatrie à l'université européenne de Saint-Petersbourg, après avoir obtenu un diplôme d'études supérieures en histoire de l'Europe méditerranéenne à l'université d'État de Saint-Petersbourg. Texte publié par *Posle*, traduit par Jan Malewski. 1. Ce texte a été rédigé avant l'assassinat d'A. Navalny. 2. « Upward dynamics » dans le texte original.

n'est pas le rejet catégorique de leurs revendications. En lieu et place, Poutine utilise une phrase qui a été son leitmotiv tout au long de son mandat : « ne politisons pas ce problème ». Cette affirmation véhicule trois messages : les discussions sur les questions sociales devraient être éliminées ; les citoyens mécontents ne devraient pas essayer de réfléchir aux raisons de leur mécontentement ; il est souhaitable de minimiser l'implication des partis politiques et des mouvements socio-politiques dans la défense de leurs intérêts. Les députés à tous les niveaux ont souvent du mal à comprendre le sens de leur travail, car ils sont principalement occupés à approuver les projets de loi qui leur sont soumis par le pouvoir exécutif, c'est-à-dire la bureaucratie. La conviction qui prévaut au sein de la classe dominante russe est qu'il n'y a pas de problèmes politiques mais seulement des défaillances dans la machinerie bureaucratique.

La dépolitisation est atteinte en brisant les liens entre les mots, les actions et les résultats. Je souhaite souligner l'importance du lien entre les mots et les actes, parce que cela constitue le défi le plus significatif dans le cadre complexe de la gouvernance politique russe contemporaine. En même temps, il est crucial de garder à l'esprit que les mots peuvent aussi être des actes. Prenons par exemple le vote dans une élection. Si cela influence le résultat de l'élection, les mots constituent sans aucun doute une forme directe d'action. Nous avons voté et le fait de voter véhicule en lui-même une signification tangible et influence le paysage politique.

S'exprimer est un défi

Après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, la majorité des opposant-es russes se sont installés à l'étranger et les plus ingénieux d'entre elles et eux ont créé des grandes chaînes YouTube. Dans ce cadre, elles et ils sont contraints d'un côté de fournir des informations et de l'autre de divertir leur public ; c'est ainsi que fonctionnent les médias, c'est ainsi que fonctionnent les mots. Sans aucun doute, certaines actions se révèlent évidemment précieuses et significatives pour celles et ceux qui s'opposent au régime de Poutine. Récemment, des plateformes médias d'opposition de premier plan ont organisé un marathon de levée de fonds en soutien aux prisonniers politiques, intitulé « Vous n'êtes pas seuls », qui a permis de collecter 34,4 millions de roubles [349 000 euros].

Cependant, les programmes quotidiens

et les émissions diffusées toutes les heures représentent un marathon incessant de production de contenu dans un domaine où la concurrence pour l'audience est assez féroce. Cette production incessante de mots était censée remplacer le manque d'occasions d'agir, mais ce n'est pas le cas : l'effet performatif n'est pas atteint ou ne peut pas être évalué. Certes, on pourrait prétendre qu'il y a un combat pour les esprits, les cœurs et l'état d'esprit des Russes. Mais, franchement, alors que l'on est dans la seconde année de l'invasion, il est difficile de croire que la question soit uniquement un manque d'informations et une supposée ignorance politique. De nombreuses rédactions des médias d'opposition ont été sauvées et agrandies, de nouveaux médias ont émergé et la majorité des militant-es politiques qui souhaitaient

quitter le pays ont pu le faire. Il semblerait que le plan d'urgence a été exécuté. Cependant le lien entre la parole et l'action a été finalement rompu, créant pour le Kremlin un espace opérationnel pour finaliser son projet de dépolitisation de la société. La dure réalité est que vous pouvez parler, mais transformer les mots en actions est impossible dans de telles circonstances. Ou, à l'inverse, vous pouvez mener quelques actions limitées mais alors vous devez rester silencieux. Par exemple, de nombreuses annonces d'événements, plus qu'innocents selon l'ancienne norme, sont précédées de la mention « à partager uniquement lors de réunions restreintes ».

Tel est le défi – l'effondrement de la possibilité d'être un acteur politique dont les mots se transforment en actions – qui constitue l'intrigue principale de l'élection principale de 2024. Dans ces circonstances, la contestation est-elle possible même seulement en théorie ? Après tout, participer à une élection est un acte performatif : on peut authentiquement effectuer une action politique minimale avec un mot représentant le nom d'un candidat. La puissance de cette connexion simple a jeté des dizaines de milliers de gens dans les rues de Moscou en 2011 et 2012. Rien n'est aussi direct que le décompte précis des bulletins de vote. Un bulletin de vote est tangible : on peut le voir et le toucher. Si les bulletins de vote sont empilés dans l'urne, vous n'avez pas besoin de jetons numériques pour comprendre quelle case est cochée. Chaque bulletin de vote est

rempli par une personne que vous avez vue et est vérifié par un membre de la commission électorale. C'est cette compréhension instinctive qui active l'impact performatif du vote et transforme la participation aux élections en action politique accessible.

Faire taire à tout prix

Dans cette situation, le VED (système de vote électronique à distance) est la machine de dépolitisation parfaite. Quand Peskov mentionne la « bureaucratie coûteuse », il se réfère sans aucun doute au vote électronique,

qui pourrait minimiser les efforts bureaucratiques dans les années à venir. Avec la mise en place du vote électronique, il n'y a plus besoin de se faire du souci pour les régions à problèmes, les gens qui s'organisent eux-mêmes et constituent des groupes

de surveillance ou des chefs de commission électorale imprudents qui poussent les bulletins de vote dans les urnes avec des brosses à cheveux. Rien de tout cela ne se produira : le pouvoir sera peu coûteux, discret et contrôlé.

La société contemporaine est centrée sur la production de messages. À proprement parler, ce que fait quelqu'un importe de moins en moins par rapport au commentaire qu'il produit. Le message du poutinisme, le sentiment social qu'il reproduit constamment, tourne autour de la sensation de solitude totale de l'individu face à la réalité du monde. Le citoyen idéal de la Russie de Poutine est isolé et le système de vote électronique à distance contribue de façon certaine à isoler politiquement chaque citoyen. La reproduction continue de la frustration et de l'irritation des concitoyens est le fondement technologique et le choix stratégique du pouvoir russe. Cependant, dans cette Russie, il y a aussi des citoyen-es qui ne correspondent pas à l'idéal poutinien. Ils se regroupent en communautés, tentent de s'engager dans la politique, la surveillance et l'entraide. Elles et ils créent des zones de politisation. Leurs activités sapent le poutinisme. Il faut être très clair : ce n'est pas le résultat du vote affiché sur les tableaux électoraux qui le détruira, parce que le tableau est entièrement contrôlé. Cette remise en cause viendra de processus sociaux conduisant à une coopération accrue entre citoyens et à leur politisation. ■

Le 13 décembre 2023

Le retour des confrontations politiques en Ukraine

Dans cet entretien réalisé par Federico Fuentes, Victoria Pihoul, membre de Sotsialnyï Rukh, explique comment les différenciations sociales produisent des dynamiques politiques que la gauche doit suivre de près pour travailler à la fois à une victoire contre Poutine et à un changement social en Ukraine.

Entretien avec
Victoria Pihoul*

Quels ont été les principaux impacts de ces deux années de guerre sur la société ukrainienne ?

L'impact le plus important a été la banalisation d'une guerre de grande échelle. En deux ans, les gens se sont habitués à la guerre et l'ont intégrée à leur vie quotidienne. La guerre est considérée comme l'un des problèmes sociaux les plus importants, mais aussi comme un problème parmi d'autres. En conséquence, les confrontations politiques sont de retour, tout comme les discussions sur des problèmes tels que la corruption, les inégalités, les problèmes économiques, etc.

Bien sûr, d'une manière ou d'une autre, la plupart des discussions sont encore menées à travers le prisme de la guerre et de la résistance à la Russie. Toutes les forces politiques cherchent à faire appel à l'armée et à la lutte contre la Russie, les décisions ou propositions étant généralement justifiées par le fait qu'elles sont « utiles au front et à la victoire ». Mais la société ukrainienne n'est pas épuisée de la guerre : le niveau de soutien à l'armée est stable depuis longtemps. Les gens se sont plutôt habitués à la guerre et se sont adaptés aux conditions actuelles, dont ils se rendent compte qu'elles ne changeront pas avant

* **Victoria Pihoul** (Вікторія Пігуль), féministe ukrainienne, est membre du conseil de l'organisation socialiste démocratique ukrainienne Sotsialnyï Rukh (Mouvement social). **Federico Fuentes** est journaliste du magazine australien *LINKS International Journal of Socialist Renewal*. Cet entretien a d'abord été publié le 15 février 2024 en anglais par *LINKS*. Traduit par J.M.

très longtemps. Dans un sens, la guerre est un moyen de dissuasion pour de nombreux conflits internes (de classe, politiques, idéologiques, etc.). Mais avec la banalisation, ces conflits reviendront de plus en plus à leur état d'avant-guerre, bien que la guerre soit désormais utilisée comme l'un des arguments, sinon l'argument décisif.

Comment le Mouvement social interprète-t-il le récent remplacement de l'ancien commandant en chef Valeri Zaloujny par le général Oleksandr Syrsky ?

Le principal problème de ce remplacement est son manque de transparence. La conception du président ukrainien Volodymyr Zelensky de la souveraineté du pouvoir présidentiel est vraiment douteuse. Même avant l'invasion massive, il n'a jamais expliqué ses nominations et ses révocations. La guerre à grande échelle n'a fait qu'exacerber ce problème. Par exemple, l'ami proche de Zelensky, Ivan Bakanov, qui était à la tête du service de sécurité ukrainien, a été démis de ses fonctions sans aucune explication – alors qu'il était évident que ses actions pouvaient être qualifiées a minima de négligentes. Nous n'avons reçu aucune explication claire justifiant le remplacement de Zaloujny. Au lieu de cela, il n'y a eu qu'une



Victoria Pihoul. DR

vague déclaration publique et une séance d'information à huis clos pour la presse. Le public n'a pas été informé de tout. C'est en partie compréhensible, car la guerre impose des limites à la transparence. Cependant, tout ce qui nous reste, ce sont des spéculations basées sur des informations d'initiés publiées dans divers médias.

La situation de Zaloujny est assez paradoxale. La société critique de plus en plus l'armée. L'armée ukrainienne a hérité de nombreux problèmes de l'armée soviétique. Ceux qui s'engagent ne sont pas satisfaits de la bureaucratie, des méthodes dépassées, de la corruption, etc. D'un autre côté, ces critiques n'ont pas affecté la popularité de Zaloujny, bien que celui-ci n'ait pas agi contre les dirigeants impopulaires de l'armée (par exemple, le chef du corps médical qui n'a pas approvisionné l'armée en médecine de guerre,

“ *La classe ouvrière et les couches moyennes inférieures, pour la plupart, ne peuvent envisager un avenir sans l’Ukraine et sont donc prêts à de grands compromis au nom de la victoire.* ”

ou les chefs des centres de recrutement territoriaux impliqués dans des affaires de corruption). Il ne faut pas sous-estimer le rôle de Zaloujny dans la défense face à l’invasion russe : c’était un général brillant dont les actions non conventionnelles et courageuses ont sauvé notre pays. En conséquence, son autorité est devenue pratiquement inattaquable, dans l’armée et dans la société. Comme toute personne, il peut commettre des erreurs et a des faiblesses. Mais la légende qui s’est développée autour de lui empêche toute discussion sérieuse à ce sujet.

Dans le même temps, les difficultés de l’armée perturbent le soutien de Zelensky. Le mécontentement de Zelensky à l’égard de Zaloujny est dû à ses tentatives de s’exprimer de manière indépendante dans les médias. L’équipe de Zelensky accorde beaucoup d’attention au contrôle de la narration médiatique et n’aime pas qu’on perturbe ses plans. Ces faits, ainsi que le manque d’explications à cette décision, ont popularisé des explications simplistes – par exemple, que Zaloujny aurait été remplacé parce que trop pessimiste, alors que Zelensky exigerait de lui des rapports plus optimistes (1).

Il s’agit probablement d’une simplification excessive : nous n’avons pas constaté de divergences ou de conflits graves au sein de l’état-major ukrainien ou entre les dirigeants militaires et politiques pendant la contre-offensive de l’été. De nombreuses décisions aujourd’hui critiquées a posteriori (défense de Bakhmout et offensives simultanées sur plusieurs points) ne peuvent être attribuées à une seule personne. Bien que de nombreux problèmes de la campagne 2023 aient été causés par le manque et la lenteur du soutien militaire étranger, la décision de changer le commandant en chef a probablement été provoquée par ces mêmes problèmes. Il est évident qu’une nouvelle stratégie est recherchée pour contrer la Russie dans des conditions de plus en plus difficiles. Nous espérons que la nouvelle stratégie s’appuiera sur les points forts de l’Ukraine – comme cela s’est produit

lors de la campagne navale de 2023, qui a été une victoire majeure pour l’Ukraine et a permis de rouvrir la mer Noire au commerce.

Notre impression, depuis l’extérieur, est que les critiques à l’encontre de Zelensky semblent s’intensifier de manière plus générale. Des protestations ont eu lieu sur différents sujets, de la nouvelle loi de mobilisation aux priorités budgétaires pour le gouvernement local, en passant par le projet de rationalisation de l’enseignement universitaire. Pouvez-vous nous donner une idée de l’ampleur de ces critiques et de ces protestations ? Y voyez-vous un affaiblissement de l’effort de guerre ?

Il s’agit simplement d’une conséquence de la banalisation de la guerre et du retour des questions politiques. Dans un monde idéal, la société serait totalement unie, comme au début de l’invasion. Mais c’est impossible. La raison principale en est que différents groupes sociaux sont prêts, à des degrés divers, à compromettre leurs intérêts pour gagner la guerre. Les secteurs les plus privilégiés, qui sont personnellement plus éloignés de la guerre, peuvent avoir beaucoup à perdre d’une défaite, mais ils savent qu’ils peuvent au moins partir facilement à l’étranger. Par contre, ceux de la classe ouvrière et des couches moyennes inférieures, pour la plupart, ne peuvent envisager un avenir sans l’Ukraine et sont donc prêts à faire de grands compromis au nom de la victoire.

Il est significatif que l’offensive contre les droits des travailleurs soit à l’origine de ce retour progressif de la politique. Les travailleurs et de nombreux autres groupes sont sur la défensive. Ce retour de la politique signifie que chaque problème, chaque critique, chaque mouvement de protestation sera utilisé par un groupe politique ou un autre. Cela conduira inévitablement à la surenchère, au ralentissement de la prise

de décision, etc. Il ne s’agit pas seulement de l’Ukraine, mais d’un processus politique caractéristique de presque tous les pays d’Europe de l’Est. La seule différence est que nous menons une guerre à grande échelle contre un ennemi supérieur.

Tout cela a bien sûr un impact sur la guerre. Par exemple, le retard dans l’adoption de la loi sur la mobilisation a empêché la reconstitution rapide des troupes épuisées sur le front. Mais il est important de noter que la principale raison de ce retard et de la réticence de Zelensky à procéder à une nouvelle mobilisation à grande échelle est d’ordre financier. Les coûts de la mobilisation ne peuvent être couverts sans augmenter les impôts. C’est cela qui fait peur au gouvernement, et pas seulement le fait qu’il y ait moins de personnes prêtes à se battre. Le désir du gouvernement de protéger les groupes privilégiés du fardeau de la guerre entrera de plus en plus en conflit avec l’effort de guerre. Nous continuerons à le souligner afin de réduire les dommages qu’il cause à notre pays.

Dans une interview récente, Oksana Dutchak, membre de l’équipe éditoriale du magazine ukrainien de gauche, *Спільне/ Commons*, a déclaré : « *il y a un sentiment d’injustice par rapport au processus de mobilisation. Le niveau de revenus et/ou la corruption conduisent à mobiliser majoritairement (mais pas exclusivement) les*

classes populaires, ce qui va à l’encontre de l’image idéale de la “guerre populaire” à laquelle participe toute la société » (2). Quelle est l’ampleur de cette tendance ?

La mobilisation pour repousser l’agression extérieure est nécessaire, mais elle

est injuste dans les conditions actuelles. La société ukrainienne est divisée socialement. Dotées de pouvoir, les classes privilégiées

“ *Pour que la guerre devienne populaire, il est nécessaire d’établir l’égalité sociale – en commençant par la confiscation des richesses qui dépassent la norme nécessaire à une vie décente, une fiscalité progressive pour mieux soutenir financièrement les familles des travailleurs tués au front, et un moratoire complet sur les réformes qui augmentent la pauvreté.* ”

1. Un bon exemple de cette narration est l’article de *Politico* publié le 8 février sous le titre « Zaloujny sort, le “boucher” entre en jeu ».

2. « Des tensions s’accumulent dans la société ukrainienne en raison des politiques néolibérales imposées par le gouvernement », 3 février 2024, *Presse-toi à gauche !*

tenteront à tout prix de réduire le nombre de victimes issues de leur classe. Les riches peuvent payer des pots-de-vin pour éviter le service militaire. En revanche, les travailleurs sont pratiquement sans voix et risquent bien plus de payer de leur vie. Le fardeau des travailleurs est donc disproportionnellement plus lourd. Le risque de sanctions en cas de désobéissance aux exigences de la mobilisation est beaucoup plus élevé pour les pauvres, car leur accès à des avocats est limité. Dans le même temps, des innovations sont introduites pour permettre aux riches d'acheter légalement leur liberté de mouvement ou de partir à l'étranger.

Les politiques néolibérales en matière d'emploi ont également considérablement affaibli les incitations pour les travailleurs à s'engager dans l'armée. Depuis juillet 2022, les travailleurs mobilisés ne reçoivent plus le salaire moyen de leur lieu de travail en plus de leur rémunération en tant que soldats, ce qui rend les travailleurs et leurs familles plus vulnérables. De plus, d'un point de vue administratif, il est beaucoup plus facile de distribuer des convocations en masse là où les travailleurs sont concentrés – dans les mines, les chemins de fer, les exploitations agricoles, etc.

Pour que la guerre devienne populaire, il est nécessaire d'établir l'égalité sociale – en commençant par la confiscation des richesses qui dépassent la norme nécessaire à une vie décente, une fiscalité progressive pour mieux soutenir financièrement les familles des travailleurs tués au front, et un moratoire complet sur les réformes qui augmentent la pauvreté. Je voudrais ajouter qu'il est difficile de répondre sans équivoque à la question de la prévalence d'une « mobilisation de classe », car l'État ne tient pas à tenir des statistiques sur l'appartenance sociale des personnes mobilisées.

Les camarades du Mouvement social ont analysé les défauts du nouveau Code du travail proposé, qui renforce la domination du patronat et affaiblit les syndicats. Comment le mouvement syndical peut-il lutter contre cela sous la loi martiale ?

Contrairement aux oligarques, les travailleurs essaient d'éviter de saper l'économie de leur pays pour leurs propres intérêts. Par conséquent, les principaux moyens dont nous disposons pour lutter contre les initiatives anti-travailleurs passent par la bataille médiatique à l'intérieur du pays et

le lobbying contre ce type d'initiatives avec des partenaires étrangers. Ces deux moyens fonctionnent : les mesures anti-travailleurs sont très impopulaires et une couverture médiatique suffisante a entraîné d'importants retards dans leur mise en œuvre. La collaboration avec des partenaires étrangers a également permis de faire pression sur les autorités en augmentant le coût de l'introduction de ces mesures.

Idéalement, nous aimerions que les revendications sociales (qui ont leur raison d'être en temps de guerre totale) soient placées au même niveau que la lutte contre la corruption. Tout cela doit être pris en compte dans le cadre de la poursuite de l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne, notamment parce que l'UE offre une meilleure protection juridique aux travailleurs que l'Ukraine. D'une manière ou d'une autre, l'Ukraine devra harmoniser sa législation avec celle de l'UE.

Enfin, et c'est peut-être le plus important, nous voyons comment la réalité économique commence à percuter le paradigme néolibéral. L'Ukraine commence à souffrir de pénuries de main-d'œuvre – plus de 90 % des entreprises affirment y être confrontées. L'adoption de nouvelles lois anti-ouvrières ne fera qu'accentuer l'exode des travailleurs. Jusqu'à présent, les autorités ont cherché à résoudre ce problème par des mesures administratives plutôt naïves, telles que le lobbying pour annuler les prestations sociales des citoyens ukrainiens déplacés en Europe. Cependant, il est évident que de telles mesures sont vouées à l'échec, car les pays européens veulent intégrer dans leurs économies les Ukrainiens déplacés. Tôt ou tard, le gouvernement devra trouver des moyens de faire revenir celles et ceux qui sont parties et de garder celles et ceux qui sont restés. Nous continuerons à rendre compte de tout cela et à mettre en garde contre les conséquences de toute politique irréfléchie.

Alors que les gouvernements occidentaux se sont empressés de venir en aide à l'Ukraine dans les semaines qui ont

suivi l'invasion, l'aide militaire fournie aujourd'hui est loin de répondre aux besoins. Qu'est-ce que cela nous apprend sur la façon dont les gouvernements occidentaux perçoivent la guerre ? Et que peuvent faire les partisans de l'Ukraine dans d'autres pays pour contribuer à inverser cette situation et aider la gauche en Ukraine ?

Nous ressentons les effets directs du déclin du soutien occidental. De plus en plus de missiles russes ne sont pas abattus, ce qui se

“ *Presque partout, c'est l'extrême droite qui bloque le soutien à l'Ukraine. Après l'armée russe, elle est l'ennemi numéro 2 de l'État ukrainien. Même ceux qui ont soutenu l'Ukraine au début de l'invasion (comme le parti polonais Droit et Justice, PiS) utilisent aujourd'hui une rhétorique anti-ukrainienne pour plaire à leurs électeurs.* ”

traduit par un plus grand nombre de morts parmi les civils. Et les troupes russes progressent plus rapidement à mesure que l'armée ukrainienne manque de munitions. Mais nous sommes loin de penser que l'Occident ne s'intéresse plus à l'Ukraine. Nous constatons plutôt un processus de banalisation de la guerre et un éloignement de la situation d'urgence des premiers mois de l'invasion. Tout cela a entraîné un ralentissement considérable de l'aide, en raison de la

bureaucratie habituelle.

Cela a également permis à des groupes restreints mais influents, tels que l'extrême droite, l'agro-industrie, les négociants en pétrole et certains membres des cercles militaires, d'utiliser l'Ukraine comme moyen de chantage politique. Par exemple, Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a réussi à soutirer dix milliards d'euros à l'UE en échange de son vote sur le programme d'aide à l'Ukraine. Les agriculteurs européens ont reçu davantage de subventions de l'UE en raison du blocus du commerce ukrainien. En outre, de nombreuses armées européennes ont procédé à des améliorations d'équipement assez lucratives, en utilisant l'aide à l'Ukraine comme excuse pour obtenir le soutien des États-Unis et de l'Allemagne. Quant au ministère australien de la défense, il a décidé, pour des raisons internes, de détruire des hélicoptères plutôt que de permettre à l'Ukraine de les utiliser pour évacuer des combattants blessés.

L'aide à l'Ukraine ne dépend pas tant du soutien de la majorité de la société occiden-

tales à l'Ukraine que de l'ampleur des capacités de résistance de l'Occident au chantage de ces groupes restreints mais bien organisés. Pas seulement sur l'Ukraine, car ces groupes cherchent à influencer la société sur d'autres questions. C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de l'extrême droite. Presque partout, c'est l'extrême droite qui bloque le soutien à l'Ukraine. Après l'armée russe, elle est l'ennemi numéro 2 de l'État ukrainien. Même ceux qui ont soutenu l'Ukraine au début de l'invasion (comme le parti polonais Droit et Justice, PiS) utilisent aujourd'hui une rhétorique anti-ukrainienne pour plaire à leurs électeurs.

La meilleure façon de soutenir la gauche ukrainienne est de soutenir l'Ukraine et sa résistance. Ayant vu à plusieurs reprises des missiles anti-aériens occidentaux abattre des drones et des missiles russes depuis la fenêtre de ma maison, je peux affirmer avec certitude que l'aide militaire occidentale sauve des vies ukrainiennes. Les Ukrainien-es suivent activement la politique des pays occidentaux et, à bien des égards, les considèrent comme un modèle auquel aspirer. Les Ukrainien-es n'oublieront jamais qui, à l'Ouest, les a soutenu-es et qui s'est opposé à eux.

Étant donné que la plupart des mouvements de droite mènent des politiques anti-ukrainiennes, les militant-es de gauche qui défendent l'Ukraine à l'étranger contribueront à rehausser l'écho de la gauche en Ukraine même. Si vous voulez nous soutenir, soutenez l'Ukraine. Participez à des actions, demandez à vos représentants de soutenir l'Ukraine, parlez de nous dans les médias. En outre, soutenir directement les organisations ukrainiennes de gauche, telles que les syndicats ukrainiens (par exemple la Confédération des syndicats libres d'Ukraine et la Fédération des syndicats d'Ukraine), les collectifs de solidarité, l'organisation féministe FemSolution, le Mouvement social et Спільне/Commons contribuera à nous faire apprécier à l'intérieur du pays.

Le gouvernement Zelensky s'est rangé du côté d'Israël dans son occupation de Gaza, tandis que le Mouvement social a récemment publié une déclaration intitulée « De l'Ukraine à la Palestine – L'occupation est un crime » (3). Quelle est l'opinion en Ukraine sur ce conflit ? Est-elle en train de changer ?

Il n'est pas tout à fait exact que le gouvernement ukrainien soutient plei-

nement Israël. L'Ukraine a voté en faveur de pratiquement toutes les résolutions pro-palestiniennes aux Nations unies. Zelensky lui-même soutient publiquement la politique des deux États et l'indépendance palestinienne. Les paroles de soutien à Israël étaient largement opportunistes, malavisées et hors contexte. Elles ont été prononcées peu après le 7 octobre, qui a été un crime terrible, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur les actions ultérieures d'Israël. La politique étrangère ukrainienne souffre d'opportunisme mais, sur la question de la Palestine, l'Ukraine a une bien meilleure position que la plupart des pays développés.

La plupart des Ukrainien-es connaissent mal le Moyen-Orient et ses conflits. Mais la guerre à grande échelle a eu tendance à populariser une position pro-palesti-



nienne. La plupart des Ukrainien-es ont une très mauvaise opinion des autorités israéliennes en raison de leur amitié avec les dirigeants russes. Aujourd'hui encore, alors que la Fédération de Russie fournit des armes aux groupes anti-israéliens, Israël refuse de lever son embargo sur les armes fabriquées avec la technologie israélienne depuis l'Europe vers l'Ukraine. Deuxièmement, de plus en plus d'Ukrainien-es commencent à se familiariser avec les connaissances post-coloniales et à établir des parallèles entre les actions d'Israël et de la Russie : attaques aveugles contre des zones résidentielles, implantation de colonies dans les territoires occupés, etc.

La principale différence entre nos conflits est que le peuple ukrainien

dispose d'un État pleinement opérationnel, alors que le peuple palestinien en est privé.

Il est certain en soit de même pour l'Ukraine, car il lui serait plus facile de tuer les Ukrainiens si nous n'avions pas notre propre État. Nous l'avons vu lors de la guerre russo-itchkérienne (4). À bien des égards, Netanyahou ne fait que répéter ce que la Russie a fait à l'itchkérie. C'est pourquoi les Ukrainien-es doivent en savoir plus sur la Palestine,

“ Si vous voulez nous soutenir, soutenez l'Ukraine. Participez à des actions, demandez à vos représentants de soutenir l'Ukraine, parlez de nous dans les médias.”

non seulement pour des raisons morales, mais aussi pour nous mettre en garde contre les objectifs de notre ennemi et les méthodes qu'il pourrait utiliser. ■

Le 15 février 2024

3. « De l'Ukraine à la Palestine - L'occupation est un crime », 31 janvier 2024.

4. La Russie a répondu militairement à la déclaration de l'indépendance de la République tchétchène d'Ichkérie en 1991 par deux guerres sanglantes (1994-1996 et 1999-2009). Selon les données de différentes ONG, ces conflits auraient causé la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes et le déplacement de quelque 350 000 réfugiés (la majorité étant revenue après la fin du conflit). Le clan Kadyrov, soutenant la Russie, a par cette guerre pris la tête de la Tchétchénie réintégrée au sein de la fédération de Russie.

Capitulation devant l'esprit du temps et les vents dominants

Le parti Alliance Sahra Wagenknecht déplace les données de la situation politique... mais dans la mauvaise direction.

Par
Thies Gleiss*

Pour ceux qui ont été, pendant les deux dernières décennies, des membres actifs du parti Die Linke et de l'une des organisations qui l'ont précédé, l'« Alternative électorale travail et justice sociale » (WASG), la plupart du temps dans des fonctions dirigeantes, le congrès de fondation du parti Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), qui s'est tenu fin janvier 2024 à Berlin, avait l'air d'une réunion de famille

* **Thies Gleiss**, ajusteur de machine de formation et militant à IG Metall, membre des Amis de la nature, membre fondateur de WASG et Die Linke, membre de la Gauche anticapitaliste. Traduit par Pierre Vandervoerde.

1) Die Linke (La Gauche) est un parti de gauche né de la fusion en 2007 du Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-SED, parti officiel de la République démocratique allemande) et de l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG, regroupement en 2005 de la gauche social-démocrate, des syndicalistes et de secteur d'extrême gauche ouest-allemande à la suite des mobilisations contre les lois Hartz de contre-réformes du travail).

2) « Bio-deutsch », terme initialement ironique désignant les Allemands sans origines étrangères, qu'on aurait pu traduire par « Allemands de souche ». Le terme est désormais repris par la droite allemande.

3) Chanteur, membre du SPD puis de Die Linke, il a été refoulé de l'assemblée mais est cependant membre du BSW.

où tout le monde se connaissait fort bien. Il y avait là près de 450 personnes, pour la plupart assez âgées, actives depuis plus de vingt ans dans Die Linke, le WASG et le PDS (1), principalement des hommes et majoritairement « bio-Allemands » (2). Beaucoup d'entre eux ont occupé jusqu'à ces derniers temps des fonctions rémunérées ou des places importantes au sein de l'appareil du parti ou de ses structures parlementaires ou gouvernementales.

Cette assemblée de membres fondateurs du nouveau parti a été soigneusement composée par un cercle de préparation sans légitimité démocratique : toutes les personnes qui voulaient en devenir membres n'ont pas été autorisées à le faire, loin de là – même des membres de longue date du Bundestag, comme Diether Dehm (3), ont été refoulés. Mais ceux et celles qui ont été admis-es avaient pour la plupart un passé commun au sein de Die Linke. Il y a eu quelques exceptions exotiques, présentées comme des nouveaux venus avec une qualité particulière.

Une évolution droite et bureaucratique

Dans un laborieux processus de différenciation, en grande partie opéré dans des

luttons pour des postes ou pour des motions et amendements défendus à titre individuel lors des différents congrès de Die Linke, et prenant le plus souvent la forme de déclarations à la presse, d'interviews et de mises en cause personnelles, le groupe qui a abouti au projet BSW avait de facto décidé de ne plus vouloir être de gauche. Cela n'a pas été soutenu par un texte programmatique cohérent, il n'y a pas eu non plus de motions de principe ou de contre-propositions de fond présentées devant les conférences et les instances de Die Linke. La seule chose que l'on pouvait sentir, c'est une désolidarisation progressive vis-à-vis de Die Linke. Le manque de succès électoraux et les déléteurs batailles internes pour les places au sein du parti ont régulièrement alimenté cette frustration.

Les grandes questions politiques de l'époque – les menaces de guerre grandissantes, la destruction accélérée des conditions climatiques et de la biosphère, la progression des partis de droite, autoritaires et racistes, l'augmentation des migrations et des exodes à l'échelle mondiale en raison des conditions de vie que le capitalisme impose partout, les phénomènes de paupérisation même dans les pays à hauts salaires – ont bien sûr joué un certain rôle dans le processus d'érosion de ce parti de masse qui avait auparavant remporté des succès. Mais seulement

de manière très indirecte, car au cœur de cette évolution se développaient, parmi les personnes salariées par Die Linke, ses groupes parlementaires et ses structures annexes, des luttes bureaucratiques.

Vers la différenciation et la rupture

On a assisté à la lutte de pouvoir entre l'appareil des groupes parlementaires et celui du parti, un phénomène qui a caractérisé la descente aux



Sahra Wagenknecht (députée, BSW) prend la parole lors de la « manifestation pour la paix « Non aux guerres. Porte de Brandebourg, 25.11.2023, Berlin. © Ferran Cornellà, CC BY-SA 4.0.

Pourquoi nous rejetons l'Alliance Sahra Wagenknecht

enfers de tous les partis de gauche l'ayant précédé. Dans ces affrontements, les regroupements changeaient au gré des considérations politiques du jour. Pendant plusieurs années, l'alliance, qu'on appelait le « fer à cheval », entre la gauche gouvernementale réformiste modérée – qui depuis les temps de la fondation de Die Linke n'était pas satisfaite du programme d'Erfurt (adopté au congrès de 2011) et aurait aimé y trouver une plus grande acceptation du capitalisme et du militarisme – et la tradition de la Plateforme communiste, figé dans la nostalgie de l'ex-RDA, ainsi que les partisan-es social-démocrates de la théorie du « capitalisme monopoliste d'État », a marqué le destin du groupe parlementaire et imprimé sa marque aux campagnes électorales. À un rythme plus rapide que les groupes parlementaires, les organes de direction du parti se sont transformés – un processus choisi consciemment et défendu contre toutes les tentatives de démocratisation – mais ont toujours été plus faibles que le pouvoir des groupes parlementaires. La grande majorité des 60 000 membres de Die Linke s'est trouvée de plus en plus mise à l'écart de toutes ces évolutions. Le parti comporte encore plus de 50 000 membres mais elles et ils sont toujours exclu-es des débats.

Ce processus d'érosion de Die Linke est désormais arrivé à un point de rupture. Un groupe autoproclamé d'anciens responsables s'est réuni à Berlin pour la réunion constitutive d'un nouveau parti. Des personnes politiquement très différentes se retrouvent, alors qu'elles n'avaient presque rien à se dire ces dernières années et ne se rencontraient que dans le cadre d'alliances tactiques.

La grande outsider Sahra Wagenknecht

Sahra Wagenknecht est la seule d'entre elles et eux à avoir, tout au long de ce cheminement, fait des choix affirmés et des déclarations programmatiques claires. Elle a décidé, au cours d'un long parcours de recherche personnelle, qu'une gauche qui se réclame du mouvement ouvrier, du marxisme, des processus révolutionnaires d'expropriation et de réappropriation, n'est plus adaptée à notre époque. Elle affiche haut et fort son « contre-programme » en tant que force « conservatrice de gauche », comme elle le définit elle-même, qui défend l'économie de marché, la méritocratie, le repli de la politique sur la nation, la réglementation de l'immigration, s'oppose au « délire sur les quotas et le genre », à la « protection exagérée du

Le 23 octobre, Sahra Wagenknecht a participé à une conférence de presse pour annoncer la fondation d'un nouveau parti. L'association au nom évocateur Alliance Sahra Wagenknecht - Pour la raison et la justice a été lancée. Parallèlement, la reine sans couronne et neuf autres député-es ont déclaré leur démission de Die Linke. Le groupe parlementaire au Bundestag a de fait éclaté.

Nous considérons que cette scission constitue un projet de rupture avec les positions de la gauche. On n'y trouve aucune référence à une société socialiste et à une perspective internationaliste, pas plus qu'à la classe ouvrière. En lieu et place, il est question de la prospérité de l'économie allemande et d'une plus grande autonomie de la politique allemande. Certes, l'accent est mis sur l'importance de la question sociale, mais les intérêts économiques occupent le premier plan. Sur les questions de société, le BSW (1) se positionne plutôt à droite de l'échiquier politique. Cela est particulièrement évident pour ce qui concerne les questions de migrations, de catastrophe climatique, de féminisme et d'émancipation des personnes appartenant au spectre LGBTQIA+. Les termes porteurs du manifeste fondateur de BSW – « sérieux », « normal », « performance qui doit être récompensée », « honnête », « bon sens », « raisonnable », etc. – sont tous compatibles avec l'arsenal conceptuel des forces conservatrices, d'extrême droite et de l'AfD, et ont manifestement été employés délibérément pour cette raison.

Nos perspectives

La fondation de cette organisation est en outre réalisée de manière extrêmement antidémocratique sous la forme d'un processus piloté d'en haut avec des agences de communication. Des responsables de Die Linke et d'autres partis sont débauchés de manière ciblée. Ce n'est certainement pas de cette manière que l'on peut favoriser un mouvement de renouveau de l'idée socialiste, si nécessaire aujourd'hui.

Nous considérons la fondation de BSW et le parti qui sera formé sur cette base comme un projet rétrograde et nous refusons d'y participer. Nous continuerons à nous impliquer dans le parti Die Linke, même si nous craignons que le parti ne se détache de ses positions partiellement anticapitalistes, qu'il continue à miser beaucoup trop sur les élections, qu'il continue à être trop influencé par les député-es plutôt que par les instances élues du parti et qu'il soit politiquement subordonné aux sociaux-démocrates et aux Verts dans les gouvernements régionaux auxquels il participe. Nous considérons que notre tâche est d'empêcher cela et de contribuer au renforcement d'une aile gauche du parti qui ne mise pas sur la co-gouvernance et la cogestion des rapports capitalistes, mais sur une opposition radicale et un changement fondamental des rapports de force en faveur des salarié-es, des exclu-es et des exploités.

Nous voulons un parti, Die Linke, qui soit différent de tous les autres partis aussi bien dans sa pratique que dans sa culture politique. Un parti de gauche fort et un Die Linke fort nécessitent une orientation réelle vers les mouvements sociaux à caractère émancipateur, en dialogue avec eux, avec une participation aux luttes et avec des efforts constants d'implantation à la base, dans les entreprises et les quartiers.

Le 31 octobre 2023

*Internationale Sozialistische Organisation**

* L'ISO, Internationale Sozialistische Organisation, est la section allemande de la IV^e Internationale. Déclaration traduite par Pierre Vandervoerde.

climat » et à tout ce « bric-à-brac ». Sur le plan théorique, elle pille sans vergogne les prédicteurs bourgeois de « l'économie sociale de marché », les maîtres à penser de la social-démocratie de droite et même parmi les positions nationalistes de la nouvelle droite dans sa lutte pour une « Allemagne normale ».

Par ailleurs, Sahra Wagenknecht n'a jamais mis en discussion ce « contre-programme » au sein de son parti. Aucun congrès du parti, aucune réunion du comité directeur, aucune assemblée générale de fédération locale n'a

eu la possibilité d'en discuter avec elle. Il n'y a pas même eu de réunions fractionnelles des franges de Die Linke qui pouvaient faire siennes les nouvelles thèses de Wagenknecht.

Une star pour un projet droitier

La seule caisse de résonance aux thèses politiques de Sahra Wagenknecht, ce furent les grands médias qui n'ont rien à voir avec la gauche et qui, en Allemagne, sont traditionnellement antisocialistes et anti-com-

munistes, tant dans le monde analogique que numérique. Par sa manière de se présenter, sa forme particulière de fermeté politique, mais aussi par ses talents rhétoriques, Sahra Wagenknecht possédait de nombreux atouts pour devenir une vedette médiatique néanmoins aujourd'hui presque usée jusqu'à la corde.

Cette vedette médiatique joue brillamment tous les rôles à la fois : témoin clé contre la vieille gauche conventionnelle et le mouvement ouvrier, caution de gauche à la terrible politique d'expulsion et de verrouillage à l'encontre des migrant-es, opposition aux protestations sociales contre la destruction du climat et pour la justice sociale à l'échelle mondiale, et prêtresse d'une nouvelle « promotion du bon sens », ancrée dans les années cinquante en lieu et place de la lutte des classes. Sa « critique » du « mauvais » capitalisme, du capitalisme avide, est volontiers appréciée dans les séminaires de managers et les réunions de lobbyistes.

La vedette médiatique Sahra Wagenknecht a des centaines de milliers de partisans ; la grande majorité d'entre eux sont aussi « conservateurs de gauche » que Wagenknecht elle-même, mais plus crûment et grossièrement. Avec son attitude et ses théories, elle ne permet aucune évolution vers la gauche, seulement une cristallisation de positions politiques dans l'espace politique de droite. Elle couvre un champ qui a été individualisé et atomisé par la réalité capitaliste, qui est imprégné de déceptions sociales et pour qui le style vulgaire de l'« Alternative für Deutschland » est inacceptable.

« Nous ne voulons plus être de gauche »

Parmi les anciens responsables de Die Linke qui se sont réuni-es à Berlin pour la fondation de BSW, rares sont ceux qui trouvent convaincant la bouillie indigeste que constituent les thèses politiques de Sahra Wagenknecht. Mais tous et toutes apprécient l'éclat médiatique qui l'entoure.

Il leur est bien utile dans leurs efforts, qui ne relèvent pas du conservatisme de gauche mais du conservatisme organisationnel, pour poursuivre ou relancer une carrière de fonctionnaire. Il alimente les rêves de voir le succès politique revenir sans se donner trop de mal. En même temps, les

« théories » et les apparitions publiques de cette vedette médiatique sont si ambivalentes et opportunistes qu'elles donnent à un large éventail d'options politiques l'espoir que, tôt ou tard, les choses iront à nouveau dans la direction souhaitée : les éternels social-démocrates formé-es à l'école du capitalisme monopoliste d'État, les ancien-es permanent-es de la Plateforme communiste et du Parti communiste d'Allemagne de l'Ouest fidèle à la RDA, les stalinien-es membres du SED pendant des décennies, les ancien-es responsables de syndicats qui croit toujours autant aux lubies sur le partenariat social.

Lors de cette réunion berlinoise, il n'a été question ni de réfléchir ni de poser des fondations, mais seulement d'applaudir et de confirmer ce qui avait été convenu lors des discussions antérieures. Le reste n'était

que mise en scène médiatique. La dernière décision prise lors de ces réunions préliminaires fut de ne plus s'adresser les uns aux autres en utilisant le terme de « camarade », mais de s'appeler « ami-e ». Le plus effrayant n'était pas ce nouveau vocabulaire, mais le fait que ce changement de costume se soit déroulé sans accroc. Personne n'a fait la moindre erreur, même celles et ceux qui, la veille encore, utilisaient couramment les dénominations anciennes.

Une dérive sans retour

Les autres conclusions du congrès fondateur étaient également écrites à l'avance. Il n'y a pas eu de candidats alternatifs aux postes de direction ni concernant la liste pour les élections européennes. Aucune question n'a été posée aux candidat-es. À l'exception de celui de l'ex-maire de Düsseldorf Thomas Geisel (qui n'a obtenu que 66 %), visiblement perçu comme un social-démocrate réactionnaire inhabituel, tous les votes ont été « gagnés » à plus de 90 %. Le programme pour les élections européennes a été approuvé sans débat ni vote contre.

Une assemblée de gens qui hier encore se réclamaient de la gauche a donc décidé qu'à partir d'aujourd'hui, ils ne veulent plus être de gauche, mais seulement des gens « raisonnables ». C'est ce genre d'abjuration qui, d'une part, est appréciée du monde des médias bourgeois parce qu'ils aiment la trahison mais pas les traîtres, et qui, d'autre

part, signifie que l'on s'engage sur une piste glissante qui ne ramènera en aucun cas à des positions de gauche, solidifiée, mais conduira au contraire à des positions toujours plus droitières et à la validation du système en place.

Processus politiques et dynamiques sociales

Lorsque à la fin des années soixante-dix, les fondations du parti Les Verts ont été établies, son cri de guerre était également « *Nous ne sommes pas à droite, pas à gauche, mais en avant* ». Un nombre important d'ancien-es dirigeant-es d'organisations de gauche le proclamaient également, même si leur force de persuasion était moindre que celle de Petra Kelly par exemple. Mais cette rupture avec le passé s'est heurtée à un large sentiment, marqué par les mouvements anti-nucléaire, écologiste, pacifiste et féministe, qui garantissait que le nouveau parti ne pouvait se développer que vers la gauche. Les forces de droite se sont très vite détachées et, jusqu'en 1986, Les Verts n'ont cessé globalement d'évoluer vers la gauche. Ce n'est qu'ensuite que cette tendance a commencé à s'inverser pour en arriver à l'officine militariste que sont désormais les Verts.

La création de Die Linke a également démarré par la rupture de nombreux sociaux-démocrates et conservateurs du PDS avec leur tradition, et plus d'un craignait que l'union de la WASG et du PDS conduise à un abandon des positions bien établies et à une évolution vers la droite. C'est le contraire qui s'est produit : sur fond de luttes sociales effectives contre Hartz IV et aussi contre la destruction de l'environnement, Die Linke est devenue une force capable d'obtenir des succès, dont la seule perspective de développement se trouvait sur la gauche. Ce processus n'a été inversé que par la croissance des forces structurellement conservatrices au sein du parti et le recul des mouvements sociaux, ce qui a redonné vie aux anciennes forces de droite au sein du parti, une évolution que nous, le courant du parti appelé Gauche anticapitaliste, avons largement décrite et critiquée.

Un processus inéluctable

Maintenant, une nouvelle tentative est donc engagée en clamant ne plus vouloir être à gauche, mais seulement « en avant » et raisonnables. Mais cela correspond à une adaptation, à un déplacement vers la droite, en pleine expansion, à une échelle de masse. Cela ne peut pas conduire à un retour à des

« Une assemblée a donc décidé qu'à partir d'aujourd'hui, ils ne veulent plus être de gauche, mais seulement des gens raisonnables. »

positions de gauche. Le parti BSW n'est donc pas – contrairement à ce que certains déclarent aujourd'hui – une étape de transition vers un nouveau parti de masse de gauche, mais le début d'un aplatissement théorique et d'une adaptation politique toujours plus poussée vers la droite. La pente glissante vers la droite est toute tracée et de nombreux membres du BSW sont davantage attirés par des centaines de milliers de partisans sur la droite que par des positions de gauche qui ont pu être les leurs par le passé.

Toute la construction du BSW en tant que projet médiatique artificiel et la focalisation des débats stratégiques sur les élections et les sondages électoraux ne feront que renforcer cette évolution.

La paix comme thème fédérateur

On prétend – et ce n'est pas totalement faux – que c'est la position commune contre la guerre qui constitue le thème central et fédérateur de BSW. Mais la question est de savoir jusqu'où va cette communauté de vues. Contrairement à Die Linke et à son programme toujours d'actualité – qui, contrairement aux affirmations de BSW, a été confirmé lors de tous les congrès du parti –, BSW, ou plutôt la dirigeante qui lui donne son nom, ne présente pas la guerre comme le résultat des rapports de production capitalistes, mais seulement comme un « échec politique ». Cela se limite donc à une critique morale qui n'a pour ainsi dire aucune portée pratique. L'appel anti-guerre de Sahra Wagenknecht et d'Alice Schwarzer, signé par près d'un million de personnes, a fait long feu. Il n'a permis de créer ou de renforcer aucune initiative durable contre la guerre. Un coup d'œil sur le programme de BSW pour les élections européennes, dans lequel est évoquée une plus grande apparition autonome de l'Union européenne, laisse craindre l'introduction par la petite porte de la vieille proposition d'Oskar Lafontaine relative à la création d'unités militaires propres à l'Union européenne, ou du moins franco-allemandes.

Dans une longue déclaration, le courant Gauche anticapitaliste de Die Linke a qualifié à juste titre BSW de « vaisseau fantôme social-démocrate de droite ». On y peut lire :

« La réponse que Sahra Wagenknecht et le groupe de membres de Die Linke rassemblés autour d'elle veulent donner à la crise de Die Linke, est fautive à tous égards et on ne peut qu'espérer que le projet qu'il véhicule trouvera une fin rapide.

- L'association qui porte le projet du BSW cherche à se sauver des effets du parlementarisme en se limitant au parlementarisme. Il rassemble autour de lui un groupe de parlementaires dont le lien avec le parti est en grande partie rompu et qui cherchent à compenser cela en vociférant contre le comité directeur du parti. Les initiés savent que les membres de ce groupe n'avaient pas grand-chose à se dire sur la plupart des questions politiques par le passé. La première hypothèse qui prévaut est donc que ce sont des personnalités de premier plan de Die Linke, bien dotées sur le plan parlementaire, qui sont en train de gérer leur propre avenir.
- La création de l'association BSW est une entreprise opaque pilotée d'en haut, à laquelle ne sont associés que ceux et celles qui sont agréés par le sommet. Voilà donc une démolition délirante de ce qui restait de prétention à un fonctionnement régi par les principes de la démocratie à la base. Après 170 ans d'expérience du mouvement ouvrier, on sait qu'il est quasiment impossible de construire un parti de gauche uniquement à travers des campagnes électorales, mais essayer de le faire sur la base de coups médiatiques concoctés par un groupe restreint signifie une seule chose : ce qui en résultera sera tout sauf une organisation de gauche.
- Comme préambule à son programme d'Erfurt, Die Linke avait choisi (à la demande personnelle d'Oskar Lafontaine) le poème de Bertolt Brecht, « Questions d'un ouvrier qui lit ». Il y montre parfaitement que seules les millions de personnes qui s'opposent activement au pouvoir des millionnaires en construisant une alternative pourront le briser. Le récit historique organisé autour du grand dirigeant éclairé n'est qu'un tissu de mensonges. Face à cela, on reste tout simplement stupéfait de voir comment des militantes de gauche adultes et cultivées peuvent adopter pour leur nouvelle association un schéma de construction qui n'a rien à envier au culte de la personnalité.
- La focalisation sur le culte de Sahra Wagenknecht – qui est bien plus qu'un simple choix de nom pour attirer l'attention du public – sera en même temps le point de départ funeste à partir duquel les médias – qui font en ce moment la promotion du club BSW avec des accents euphoriques et le caressent dans le sens du poil à coups de sondages – manipuleront sans pitié cette nouvelle formation et finiront par la faire passer à la trappe. Ce projet, qui sera probablement pire que le précédent, Aufstehen (« debout », NdT), se soldera lui aussi par un désastre politique et une tragédie personnelle.
- Les bases programmatiques de l'association

« Alliance Sahra Wagenknecht - pour la raison et la justice » ne semblent pas jouer un grand rôle lors de sa création. Cela a déjà été tour de force de produire un tel ensemble de textes sans contenu ! Quiconque consulte le site web du BSW et fait l'effort de lire les fondements de l'association trouvera, à côté du bâtiment du Reichstag à Berlin décoré de drapeaux allemands (au moins, le BSW n'a pas commis l'erreur embarrassante de la CDU et a pris une vraie photo du bâtiment), de courts textes sur les prétendus « thèmes importants ».

Dans ces textes, tout ce qui établissait un lien programmatique avec la gauche a été effacé. Il s'agit de positions qui peuvent être adoptées aveuglément par n'importe quel parti bourgeois. Il y est question de l'Allemagne en tant que site de production industrielle, de la méritocratie, de salaires qui tiennent compte des performances, d'une économie de marché innovante, d'entreprises allemandes qui inventent les technologies permettant de faire reculer le changement climatique, d'honnêteté et de bon sens – et ainsi de suite, comme si les années cinquante étaient de retour. Un retour vers le futur dans la voiture volante de Wagenknecht. Et bien sûr, l'une des rares exigences concrètes ne doit pas manquer : « l'immigration en Allemagne doit être régulée et limitée ». C'est tellement isolé et concret dans ce fatras de mots que le soupçon naît que cela pourrait bien être le sens principal de toute l'opération ».

Tout est encore valable dans cette critique. Le BSW obtiendra peut-être quelques succès initiaux au niveau électoral, mais ce ne sera pas le succès d'un parti de gauche et cela ne favorisera pas non plus l'émergence d'un tel parti de gauche. En même temps, il est à craindre que toute la structure du projet BSW, conçu fondamentalement comme une opération de relations publiques, l'absence totale de démocratie, les bases et les principes programmatiques et stratégiques totalement déficients, tout cela favorisera les démarches visant à manipuler ce projet de l'extérieur, à augmenter la pression de la droite et à déclarer l'échec ainsi provoqué, malgré tout et une fois de plus, comme un échec de Die Linke. En ce sens, le destin de la gauche allemande et européenne est malheureusement lié à celui du BSW et ses défaites auront des répercussions au-delà du BSW. ■

Cologne, le 4 février 2024

4) « Le vaisseau fantôme social-démocrate », « Sozialdemokratisches geisterschiff », site de Antikapitalistische Linke.

Une confrontation entre agriculteurs et écologistes ?

Des tracteurs dans la rue, de longues files d'attente sur les axes routiers, des statues arrachées et de nombreuses pelletées de fumier : bref, les agriculteurs sont en révolte ! Mais c'est justement le fumier qui m'intéresse, et je ne parle pas seulement du fumier des agriculteurs...

Par
Adriano Bulla*

Pour quelqu'un qui ne connaît pas le monde complexe et hétérogène de l'agriculture et des zones rurales, comprendre ce qui se passe est une tâche difficile, voire impossible. Mais lorsqu'un groupe de personnes, une « catégorie » de travailleurs, proteste, le plus sage est de l'écouter, de comprendre ses revendications et d'en discuter en détail. Au lieu de cela, nous nous retrouvons dans un match de football avec, bien sûr, deux groupes de supporters.

D'un côté, il y a ceux qui disent que « les agriculteurs ont raison » et qu'ils peuvent donc faire des choses qui seraient qualifiées de « terroristes » à la une des journaux et à la télévision si le collectif Dernière Génération (1) en était l'auteur. Parce que les agriculteurs votent à droite et que nous les aimons quoi qu'il arrive. De l'autre, il y a ceux qui les considèrent avec méfiance, parce qu'ils sont une catégorie « choyée » par le système, et parce que, évidemment, parmi leurs nombreuses revendications, il y en a qui vont à l'encontre de la transition écologique, du Green Deal et, en tout cas, de l'idée que nous nous faisons d'un monde vert et durable. Mais ce n'est pas si simple.

Ombres, nuages et poussières...

...couvrent les champs de l'Europe, mais aussi les politiques agricoles de l'Union européenne, de ses États membres et ce système que nous nous obstinons ironiquement à appeler « information ». Pour ceux qui n'ont pas le temps de

*Adriano Bulla est journaliste, spécialisé dans le biologique. Traduit de l'italien par Hélène Marra.
1) Très grandes exploitations agricoles pratiquant l'agriculture intensive.

tout suivre, qui ne comprennent pas ou (grâce à) ceux qui veulent exploiter la situation, le choix semble devoir être fait entre les nuages de fumier et les histoires de désherbants... Mais ce n'est pas le cas, et nous procéderons par étapes pour travailler sérieusement.

L'appellation « agriculteurs » regroupe des réalités diverses : elles et ils appartiennent à différentes associations, certaines petites, d'autres plus influentes. Avez-vous entendu parler d'un-e ouvrier-e agricole ? Pourtant ce sont eux et elles aussi qui travaillent la terre ! Doit-on les appeler agriculteurs ou paysans ?

Tous les acteurs de la filière (agriculteurs ou ouvriers agricoles) n'ont pas le même avis sur les revendications formulées. Par exemple, les acteurs de l'agriculture biologique ont des conceptions très particulières sur la question des produits chimiques et sur celle des terres « non cultivées ».

Mais il y a un autre point qui, s'il est exploité à des fins de propagande ou pour faire confusion, transforme le tout en un affrontement idéologique : certaines revendications sont nationales, d'autres sont européennes ! Les un-es soutiennent la « révolte » des agriculteurs pour sa tonalité anti-européenne, tandis que les autres la rejettent totalement avec une tonalité écologiste et au nom de ce leurre qu'est devenue l'union des peuples, un espoir jamais concrétisé depuis des décennies.

Blocage routier improvisé le 19 janvier 2024 par les Jeunes agriculteurs et la FNSEA en Occitanie. © Raymond Trenchavel – CCO



Agriculteurs en Allemagne, en route pour économiser du carburant...

Parmi les revendications nationales, certaines sont plus valables que d'autres, même si bien sûr tout le monde a le droit de manifester. Mais il est important de revenir à l'étincelle initiale : l'Allemagne a supprimé les subventions aux carburants pour ceux qui cultivent la terre.

À l'origine, il y avait aussi l'idée de faire payer une « taxe sur les routes ». Toutefois, dès les premières contestations, le brave Scholz a fait exactement ce qu'il fait avec les États-Unis sur d'autres questions : il a fait machine arrière.

Même l'élimination des subventions a été réalisée par tranches. À l'origine, il voulait supprimer la subvention de 21 centimes par litre pour le diesel (qui coûte 1,7 euro en Allemagne), soit une augmentation de 12 %, pour récupérer 440 millions. Cela aurait entraîné une

augmentation moyenne des dépenses d'environ 1 700 euros par an pour les 276 000 exploitations agricoles du pays. Mais lors de la première manifestation, il l'a ramenée à environ 8 centimes par litre et une moyenne de 680 euros par an, sur une dépense moyenne de carburant de 20 000 euros, en étalant la suite de la réduction de la subvention sur les deux années suivantes.

Cette victoire immédiate, bien que partielle, a encouragé les agriculteurs d'autres pays à s'unir à la protestation. Rappelons aussi que, pour les gros agriculteurs, le carburant est une des plus grosses dépenses, si ce n'est la plus grosse, mais cette variation n'est rien comparée à celles dues aux diverses spéculations du marché (limitées à 5 % du prix dans l'année). Un petit agriculteur n'aurait pas envie de descendre dans la rue avec un tracteur pour quelques euros par mois.

Le cas français – agriculteurs de tous les pays, unissez-vous !

On aime la France pour sa Révolution (les nobles un peu moins) et parce qu'elle est très syndiquée (Macron un peu moins...). Mais la situation au pays de Robespierre commence à devenir complexe. Les revendications initiales sont nombreuses et expriment un malaise dû aux produits importés à bas prix, à l'absence de subventions et à l'augmentation des coûts de production, c'est-à-dire du carburant.

Mais la réponse du gouvernement ne se fait pas attendre et, dès le 2 février, le Premier ministre Gabriel Attal fait des concessions qui ne satisfont pas tous les syndicats. Le gouvernement a rapidement trouvé le moyen d'apaiser une partie des agriculteurs en déclarant qu'il serait absurde d'interdire des pesticides qui sont toujours autorisés dans l'Union européenne et que, dans le même temps, l'État renforcerait les contrôles sur les produits en provenance de l'étranger pour bloquer ceux qui contiennent des substances interdites aux agriculteurs locaux. Et il a ajouté qu'un accord commercial avec les pays d'Amérique latine (le Mercosour) était « hors de question ». Et comme vous le savez, si la France le dit, cela vaut quelque chose sur les tables de négociation à Bruxelles.

Une enveloppe de 600 millions d'euros pour les éleveurs a ensuite soulagé une partie du secteur et des politiciens, et la plupart des manifestant.es sont rentrés chez elles et eux.

Mais pas tous, car si les syndicats les plus centristes et les plus à droite ont accepté cette recette protectionniste et, en l'occurrence, anti-environnementale, d'autres se sont déclarés insatisfaits et continueront à se battre.

Cela confirme que le monde agricole n'est pas si homogène qu'on voudrait nous le faire croire, bien au contraire, et les gouvernements prêtent plus volontiers l'oreille aux propriétaires terriens qui pratiquent la culture industrielle et chimique qu'aux petits agriculteurs et agricultrices qui présentent un autre modèle, dont le modèle biologique, avec toutes ses ramifications.

L'Italie saura-t-elle garder son titre de république bananière ?

Nous en arrivons à notre pays, qui s'est joint à la protestation, à mon avis à raison, suite à une forte augmentation de l'IRPEF (2) imposée par le gouvernement Meloni. Mais c'est là que la farce commence... cette farce propre à la politique italienne où ceux qui ont fait la guerre au « Revenu de citoyenneté » (en faisant un clin d'œil à ceux qui veulent sous-payer les ouvriers), se prennent aujourd'hui en photo sur un tracteur...

Les revendications des agriculteurs italiens concernent le contexte national :

- Les concessions sur les carburants agricoles doivent être maintenues même après 2026,
- Détaxation de l'agriculture (IRPEF et IMU (3)),
- Réforme de la TVA (à réduire, supprimer ou plafonner à 10 %),
- Le contrôle de la faune,
- La revalorisation de la figure de l'agriculteur et de l'éleveur.

D'autres concernent le cadre européen, nous les verrons plus tard.

Sur ce dernier point, le texte de loi indique « *requalifier la figure de l'agriculteur et de l'éleveur, en les valorisant et en ne les désignant pas comme responsables de la pollution de l'environnement [...]* L'agriculteur est une figure fondamentale de la société en tant que gardien de l'environnement et producteur d'aliments et de vie » ! Or, si tout cela s'applique aux agriculteurs et agricultrices biologiques, on peut avoir des réserves sur l'agriculture et les cultures intensives et chimiques.

Quel que soit le point de vue, on constate qu'il s'agit d'un secteur et d'un monde complexes et hétérogènes. Si le secteur de l'agriculture doit être protégé, pour des raisons économiques évidentes, ce « *gardien de l'environnement* » l'est s'il protège réelle-

ment l'environnement, ce qui n'est absolument pas toujours le cas ! Et le cas des terres « non cultivées » le démontre, comme nous le verrons en abordant le cadre européen.

On peut voir ici soit une opération de marketing, soit un beau projet, si l'on entend le « développement » en termes de compétences et de méthodes agricoles.

Passons à l'avant-dernier point : le « *contrôle* » de la faune et de la flore n'est pas vraiment écologiste. Et les agriculteurs biologiques et les paysans, qui ne sont pas les principaux interlocuteurs du gouvernement, font une lecture diamétralement opposée de cette phrase par rapport à ceux qui travaillent dans l'agriculture industrielle, intensive et latifundiaire.

Les deux camps commencent à se diviser, parmi les agriculteurs et les agricultrices mais aussi dans la société civile et politique.

La réforme de la TVA peut aussi être légitime, comme la réforme de l'IRPEF et de l'IMU. En théorie, ceux-ci devraient être les points essentiels à exprimer à la télévision mais je constate que le débat s'est habilement déplacé vers la « viande synthétique » et la farine de grillons.

Dans le même temps, notre gouvernement, contrairement à ceux de la France et de l'Allemagne, n'a pas bougé le petit doigt, si ce n'est pour prendre des selfies et faire des proclamations de faux patriotisme et de fausse solidarité, en direction de l'UE.

Quant aux carburants, une grosse réflexion s'impose car, bien sûr ils polluent, mais la réponse est dans une autre agriculture (on peut économiser des trajets et aussi beaucoup de travail de tracteur, avec des techniques biologiques modernes, notamment la permaculture) et dans le passage à l'énergie électrique.

La question, bien qu'économiquement pertinente, de savoir ce qu'on ferait d'ici là est académique, car ce gouvernement ne sait pas ce qu'il fera demain, et encore moins en 2026.

Ce qui est sûr c'est que le tempérament de notre malheureux pays ne se dément jamais : aucune réponse n'a été apportée par le gouvernement mais nous avons vu beaucoup de fumier car c'est toujours ce produit organique qui est utilisé pour salir son adversaire politique, qu'il soit local ou international.

2) Ultima Generazione (Dernière Génération) est un collectif écologiste qui agit pour obtenir du gouvernement un « fond de réparation » pour les désastres climatiques.

3) L'IRPEF est l'impôt sur les revenus des personnes physiques.

Mobilisations paysannes

Nous verrons si les agriculteurs obtiendront quelque chose en Italie aussi ou si un selfie et quelques proclamations faussement souverainistes suffiront. À l'heure où j'écris ces lignes, les tracteurs « marchent » vers Rome.

L'Europe entre conservation et innovation

Les tracteurs sont arrivés à Bruxelles, sur cette place où, à bien y regarder, ils n'étaient pas si nombreux... Peut-être se sont-ils arrêtés en chemin ? Peut-être les réponses des États ont-elles apaisé certains d'entre eux ? Ce qui compte, c'est qu'ils sont arrivés, avec toutes les contradictions dont ils sont porteurs.

Pourquoi parler de « conservation » et d'« innovation » ? Parce que cela évoque des idées contradictoires. Si, du point de vue de la gauche, un « conservateur » est quelqu'un qui veut préserver les traditions et les privi-

un débat sur ce que signifie la conservation et ce que signifie l'innovation...

La première requête concerne une vague « reprogrammation du Pacte Vert », exprimée dans des tonalités variées mais certainement pas vertes. Ensuite, la « révision complète de la politique agricole européenne, en raison de son extrémisme environnemental » et, peut-on lire, « au détriment de la production agricole et des consommateurs (culture céréalière, élevage, réglementation sur le digestat...) ».

La tentation d'un *no comment* est grande, mais la perspective défendue ici est précisément celle de l'agriculture chimique, industrielle et intensive. Outre le fait que le Pacte vert n'est pas la politique agricole de l'UE et qu'il peut être amélioré, le problème essentiel est celui de l'application locale qui dénature souvent le Pacte vert lui-même.

Cela ouvre un vaste discours, qui devrait être approfondi sur la façon dont ce que l'on appelle « l'extrémisme environnemental » peut être considéré comme une « innovation » pour ceux qui connaissent la terre, l'agriculture biologique et même la biologie tout court.

Mais cela nous montre une chose : tout en rassemblant des instances hétérogènes, cette vision ne représente pas une grande partie des agriculteurs, c'est-à-dire tout le secteur biologique. Elle correspond à une vision démodée de l'agriculture, déconnectée

de la terre elle-même et de sa fertilité, et à l'inverse très liée à la culture intensive, aux produits chimiques, aux *latifundia* (4) (avec leur structure sociale et économique) ainsi qu'à la distribution à grande échelle...

Le quatrième point, portant sur l'« abolition immédiate des contraintes et des incitations à ne pas cultiver la terre », c'est-à-dire « l'élimination de l'obligation de ne pas cultiver 4 % de la terre et toutes les formes de subventions visant à discriminer la culture », nous montre que désormais ces deux sphères de l'agriculture parlent des langages différents.

Nous parlons ici d'une règle européenne qui existe au Royaume-Uni depuis des décennies : l'UE accorde des subventions aux agriculteurs qui ne labourent pas 4 % de leurs terres. J'utilise le mot « labourer », ils utilisent le mot « cultiver ». L'UE a déjà

accordé une prolongation (c'est-à-dire qu'ils continueront à recevoir des subventions même s'ils labourent), et a demandé de labourer pour certaines cultures, telles que les plantes fixatrices d'azote (pois chiches, pois, fèves, etc.) et les plantes à croissance rapide (laitue, épinards, etc.). On voit à quel point un certain type d'agriculture est tout sauf « traditionnel »!

Il fut un temps où un-e paysan-ne n'aurait jamais considéré une forêt comme étant « improductive ». En effet, sans elle, on gelait en hiver et on pouvait récolter de nombreuses baies sans labourer, biner et se casser le dos, du printemps avec les fraises à l'automne avec les champignons. Et il se trouve que tous ces produits ont beaucoup plus de valeur que le blé ou le riz. Ici, il ne s'agit même pas de reboisement, mais de simples surfaces non labourées c'est-à-dire en grande partie des haies. Celles-ci demandent peu de travail et portent des fruits. Considérer les haies comme improductives, c'est ignorer que les noisettes, les mûres, les framboises, les figues de barbarie, les baies de sureau et même les roses rapportent beaucoup. D'ailleurs, ne manquait-on pas de noisettes pour le Nutella ?

Qu'est-ce qui leur fait voir un désert là où d'autres voient un potentiel ? Il ne s'agit pas seulement d'une conception de l'agriculture « labourable » et intensive, cette myopie est également motivée par un problème d'infrastructure. Avec la manière dont les *latifundia* sont structurées, par le biais de gros contrats avec la grande distribution, la diversification avec des produits comme les fruits des bois n'est pas à l'ordre du jour. En effet, le contrat est établi sur la base d'un tarif par quintal et d'une garantie d'atteindre la quantité fixée.

Cela rend les agriculteurs dépendants des grands distributeurs et les empêche de penser autrement qu'en fonction de la logique des grandes entreprises. Au contraire, « valoriser l'agriculteur », comme ils disent, nécessiterait une main-d'œuvre différente et plus spécialisée. Les buissons fertilisent le sol et retiennent l'humidité, mais certains semblent ignorer le concept de base de l'agriculture biologique, à savoir que l'on nourrit le sol et non les plantes. Une réduction de la consommation d'eau, un sol plus fertile, des pollinisateurs, etc. sont un investissement !

Avec ces deux points (y compris celui qui prévoit de « contenir la faune »), nous avons couvert les cas les plus importants d'un point de vue écologique. Ils sont au cœur de l'actuel affrontement idéologique.



Mobilisation en Italie. ©IPA/Fotogramma

lèges, c'est aussi quelqu'un qui veut précisément préserver l'environnement.

Par « innovation », beaucoup imaginent la technologie, les voyages dans l'espace et les OGM, un nouveau tracteur ou un herbicide chimique encore plus puissant, mais d'autres entendent des techniques agricoles innovantes comme la permaculture et des changements sociaux dans une orientation anticapitaliste, anti-néolibérale et collectiviste.

C'est ici que se joue la confrontation. Le texte des agriculteurs italiens, quoique parfois dans un langage plus imagé, avance les mêmes revendications que dans les autres pays (ou au moins une partie d'entre elles). Et c'est précisément avec le premier point présenté par les « nôtres » que s'ouvre

4) Taxe foncière.

La demande que l'UE encourage la «*création d'une table de concertation*» entre les agriculteurs est une bonne idée mais il faut éviter l'exclusion de certains des nombreux mondes qui composent le secteur, comme par exemple les petits et moyens agriculteurs ou les opérateurs biologiques.

Enfin, la question de la «viande synthétique», présente également dans les revendications des agriculteurs italiens, et qui semble viser l'UE puisque le gouvernement italien l'a déjà interdite, est à la fois un faux problème, un point à débattre dans les talk-shows et une aide à la droite. Et, d'un point de vue économique, cela reflète la «clairvoyance» notoire de l'esprit d'entreprise italien, du moins au cours des dernières décennies. Lorsqu'un nouveau domaine de développement est découvert, on crie «au loup, au loup» et on le bloque avec des politiques protectionnistes, pour découvrir ensuite que le monde a progressé alors que nous sommes restés à la traîne. Fiat est ainsi passée à côté de la concurrence pour ce qui concerne les voitures électriques.

Le dernier point doit être rapporté dans son intégralité: «*Importations et liberté d'entreprise: interdire l'importation de produits agricoles en provenance de pays où les mêmes règles de production et de santé que les nôtres ne sont pas en vigueur. Garantir également la liberté d'entreprise en adoptant des lois contre le dumping économique pour les produits agricoles et alimentaires*». Cela reviendrait à interdire toutes les importations en provenance des pays extérieurs à l'UE! Peut-être que «*les produits agricoles qui ne sont pas obtenus selon nos normes, dans des pays non-membres de l'UE*» aurait été une formule plus appropriée. Parce qu'en fin de compte, on peut comprendre que chaque pays décide souverainement de ses propres normes, tant qu'il n'impose pas, de fait, ces normes par l'exportation de produits fabriqués selon ces normes.

En ce qui concerne le dumping économique, la chose semble irréalisable. En effet, si vous devez vous en défendre, vous devez le faire à partir du pays exportateur. Le dumping est une pratique (souvent appliquée en Italie dans le passé et typique du protectionnisme) qui consiste à vendre ses produits à l'étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur, subventionnant ainsi de fait les exportations.

Les agriculteurs européens peuvent souhaiter que l'UE pratique le dumping sur d'autres marchés, mais comment l'UE pourrait-elle encadrer les politiques écono-

miques de pays non-membres? Expliquez-vous aux États-Unis que ce n'est pas bon pour nous et qu'ils doivent adopter une loi pour nous défendre, et non pour défendre leurs intérêts? Bonne chance...

Cependant, cela ne veut pas dire que les revendications des agriculteurs à cet égard ne sont pas justifiées.

Parmi les demandes présentées au départ, il y avait aussi l'importation de grandes quantités de blé bon marché en provenance d'Ukraine. On ne sait pas si cela faisait partie d'un programme d'aide indirecte mais il est probable que cela ait nui à la production nationale. La solution proposée, quels que soient les termes utilisés, est une solution protectionniste. Le protectionnisme a son rôle à jouer dans le développement économique. Il faut également ajouter que le secteur primaire est particulier et qu'il doit être protégé et subventionné, parce qu'il est la base de l'économie, mais aussi fondamental pour la subsistance et l'indépendance économique, comme nous l'enseigne Cuba.

On ne peut pas non plus nier qu'historiquement, l'UE a été très généreuse en matière de subventions à l'agriculture alors qu'aujourd'hui elle semble plus attentive aux intérêts d'autres secteurs comme l'industrie de la guerre.

Mais le protectionnisme n'est qu'une mesure temporaire et, s'il n'est pas accompagné de réformes et d'innovations, il devient une méthode pour garantir les intérêts conservateurs (au sens politique, économique et social) d'une classe. Si celle-ci a le droit de disposer de temps et de ressources pour se réorganiser, cela ne doit pas devenir une excuse pour ne pas innover, se développer, apprendre, sinon ces intérêts deviennent de plus en plus enracinés et difficiles à éradiquer, ce qui, tôt ou tard, conduit généralement à l'effondrement du secteur.

La contestation des agriculteurs dans le contexte d'un secteur en crise

L'agriculture est un secteur en crise dans l'Union européenne et il serait irresponsable d'instrumentaliser la protestation, d'ignorer les revendications ou de ne

pas analyser le problème en profondeur. Comprendre un monde si complexe et hétérogène n'est pas facile.

Si, d'un point de vue écosocialiste, on ne peut pas faire une «transition écologique» sans agriculteurs, on ne peut pas non plus ignorer qu'il y a des forces que l'on peut qualifier de réactionnaires et liées au maintien d'un *statu quo*, de grands intérêts et de prétendues «traditions».

Il ne s'agit pas d'un monde isolé. Il l'est peut-être dans un sens, car le secteur n'emploie qu'un million de personnes alors que la grande majorité de la population vit dans des zones urbaines. Mais ce n'est pas le cas en termes d'économie et d'intérêts. En effet,

il est lié (et dépend souvent) de la grande (ou petite) distribution, de la transformation, de l'industrie chimique et du secteur de l'énergie.

Si le secteur agricole entretient une relation conflictuelle avec

l'environnement cela pourrait être le résultat d'une propagande et une conséquence d'autres conflits, qui s'infiltrent dans le sous-sol de ce secteur. Parmi ceux-ci, on trouve en premier lieu la grande distribution qui dicte les produits, les méthodes de production et les prix. Cela construit un système pyramidal et hiérarchique, incapable de changement et d'évolution, capitaliste plutôt que collectiviste, à de grands domaines et de grands intérêts, mauvais pour la plus grande partie des agriculteurs eux-mêmes.

N'est-il pas étrange que parmi tant de revendications et de propositions il n'y en a pas une seule pour diminuer ou à réguler la marge de bénéfice disproportionnée de la distribution afin d'augmenter celle de la production, c'est-à-dire celle des agriculteurs?

Quand la distribution paie 10 centimes le kilo de tomates et le revend 1,5 euro, il y a peut-être des possibilités de marges plus élevées pour les agriculteurs, bien plus que dans les petites réductions sur les carburants, qui ne représentent pas un centime par kilo! Ce centime supplémentaire par kilo représente 10 % du chiffre d'affaires pour les agriculteurs... mais moins de 1 % au niveau de la distribution. L'économie, comme les plantes, est nourrie par en bas. ■

Le 7 février 2024

La crise sanitaire comme accélérateur des contre-réformes de la santé

Le 13 janvier 2024, lors d'un de ses premiers déplacements, au CHU de Dijon, le Premier ministre fraîchement nommé Gabriel Attal déclarait : « Parmi les problèmes à résoudre, l'hôpital est en haut de la pile ». Il ajoutait que le « prochain budget que mon gouvernement aura à présenter sera un budget historique pour l'hôpital public ». Il annonçait « trente-deux milliards d'euros supplémentaires » pour la santé dans les cinq ans à venir. Ces annonces laissaient-elles présager une inflexion de la politique de santé de l'exécutif français ?

Par
Jean-Claude Laumonier*

On aurait pu l'espérer à l'heure où chaque jour apporte son lot d'informations sur la crise du système de santé. Dans les services d'urgences saturés, des patients restent en attente des heures et même des jours sur des brancards et parfois y meurent. Le manque de lits et de personnel dans les hôpitaux est général. Sur des territoires entiers, il devient très difficile d'accéder à un médecin généraliste ou spécialiste, ce sont les « déserts médicaux ». L'accès aux soins pour toutes et tous devient très difficile.

Il ne fallut que quelques heures pour dégonfler la baudruche. Les trente-deux milliards promis par le Premier ministre n'avaient rien de « supplémentaires » puisqu'ils figuraient déjà dans la loi de programmation des finances publiques votée en décembre 2023. Ils ne concer-

naient pas seulement l'hôpital mais l'ensemble de la santé. Arnaud Robinet, président de la Fédération hospitalière de France (1), élu dont le parti appartient à la majorité présidentielle s'exclama : « Arrêtons ces effets d'annonce qui n'en sont pas du tout, c'est véritablement jouer avec les nerfs des hospitaliers et des acteurs du monde de la santé. » Quelques jours plus tard, la déclaration de politique générale du nouveau Premier ministre n'évoquait aucun moyen supplémentaire pour l'hôpital, et ne proposait que quelques bricolages dérisoires pour remédier à la crise du système de santé.

La conférence d'Emmanuel Macron du 16 janvier 2024 a « fixé le cap » du nouveau gouvernement pour les prochains mois. La santé y a occupé une place importante. Aucun moyen supplémentaire n'est prévu pour l'hôpital et le service public de santé. Les difficultés seraient, selon le président, en train de trouver des solutions grâce à une meilleure organisation et une « responsabilisation » des usagers par l'argent. Une des annonces phares de la conférence de presse est l'accord donné au doublement des « franchises » médi-

cales (la part non remboursable des médicaments, examens de laboratoire, consultations médicales). Un pas de plus vers le rationnement des soins par l'argent.

En dépit de ses échecs dans la lutte contre la pandémie du Covid-19, de la détérioration

du système de santé et de l'aggravation des difficultés d'accès aux soins, le chef de l'exécutif français persiste et signe dans la voie des contre-réformes. L'absence d'une alternative et d'une riposte à la hauteur par le mouvement

social et ouvrier lui en laisse jusqu'à présent la possibilité.

« Au lieu de chercher à convaincre, de mobiliser de manière consciente la population, pour construire collectivement et démocratiquement les réponses réfléchies et adaptées pour combattre le virus, Macron a choisi la voie autoritaire et répressive. »

Les échecs du libéralisme autoritaire face au Covid

Après le premier confinement, le pouvoir reprend la main (2)

En avril-mai 2020, alors que la France sortait de la première vague de la pandémie et de deux mois de confinement, une forte mobilisation s'était développée dans tout le pays.

Le gouvernement avait répondu à la mobilisation montante par l'organisation d'une « concertation », appelée le Ségur de la santé (3). Elle consista, au prix de concessions

* Jean-Claude Laumonier, infirmier retraité, syndicaliste, est membre de la Quatrième Internationale et de la commission nationale Santé sécurité sociale du NPA.

1) La Fédération hospitalière de France joue le rôle de chambre patronale des directions d'hôpitaux publics. Ses instances sont présidées par des élus locaux.

2) Pour cette période, voir *Inprecor* n°677-678, « Macron et la santé », septembre-octobre 2020.

3) Le ministère de la Santé se situe avenue de Ségur à Paris.

4) 183 euros furent accordés à une partie des personnels hospitaliers, et certaines grilles salariales ont été revues. Pour une analyse plus détaillée du Ségur, voir l'article cité ci-dessus.

sur les rémunérations des personnels hospitaliers (imposées par le rapport de forces) (4), à ne rien céder sur le fond des politiques libérales : austérité et privatisations.

La signature du Ségur par trois fédérations syndicales, l'aspiration à retrouver une vie sociale normale après deux mois de confinement, s'ajoutant à l'épuisement des équipes hospitalières, ont permis alors au pouvoir de reprendre l'initiative. La poursuite de la dégradation du système de santé, faute de mobilisations à la hauteur des enjeux en a été la conséquence.

Les échecs du libéralisme autoritaire

La politique menée en France pendant la pandémie a été marquée par les choix de classe du pouvoir. Le libéralisme autoritaire de Macron y a freiné et affaibli le combat contre le Covid-19.

Il s'est traduit par le quadruple choix :

- de maintenir à tout prix la production, sans assurer la meilleure protection possible des salarié-es et des usager-es, avec pour effet les contaminations massives sur les lieux de travail, dans les écoles et les transports ;
- d'instaurer une gestion autoritaire et répressive de la crise plutôt que démocratique et participative. Cette option liberticide s'est avérée en premier lieu inefficace ;
- de rejeter toute incursion dans le droit de propriété, quitte à sacrifier l'intérêt collectif. Les refus d'agir pour la levée effective des brevets et de réquisitionner l'industrie pharmaceutique pour produire les vaccins en sont les exemples les plus frappants ;
- de poursuivre les contre-réformes de la protection sociale et de la santé, au prix de la santé des malades.

Garantir les profits avant la santé

Dès le premier confinement, outre les personnels de santé, les travailleuses et travailleurs du commerce, du nettoyage, de l'aide à la personne, des livraisons et des transports devinrent des « héros » envoyés « au front ». Mal ou pas protégé-es, elles et ils ont payé un lourd tribut à la pandémie.

Par la suite, au fil des « vagues » successives, ce sont toutes celles et ceux qui participent à la production (ou qui la permettent) qui durent retourner au travail et furent souvent contaminé-es.

Sous couvert de « l'intérêt des enfants », la politique menée dans l'Éducation nationale par le ministre Blanquer ne parvint jamais à cacher son objectif réel : maintenir les écoles ouvertes pour permettre aux parents d'aller au travail.

L'absence de toute protection sérieuse sur les lieux de travail et d'enseignement a contrasté avec les mesures de privation de liberté très dures dans tous les autres domaines de la vie sociale. Elles ont ramené l'existence de millions de travailleurs au slogan « métro, boulot, dodo ». Ce décalage accompagnant la gestion autoritaire de la crise n'a fait que nourrir la défiance et l'incompréhension vis-à-vis des nécessaires mesures de protection face au virus.

Les « stop and go », les échecs d'une gestion autoritaire

Au lieu de chercher à convaincre, de mobiliser de manière consciente la population, pour construire collectivement et démocratiquement les réponses réfléchies et adaptées pour combattre le virus, Macron

par la transparence qu'à l'obligation ». Six mois plus tard, confronté à une résurgence de la pandémie, le gouvernement instaurait la vaccination obligatoire pour certaines professions et le Pass vaccinal restreignant drastiquement la vie sociale des non vacciné-es.

Les résultats de cette injonction vaccinale punitive sur la partie de la population la plus vulnérable et la plus éloignée de la vaccination ne furent pas probants : alors que dans de nombreux pays européens, la couverture vaccinale, sans obligation, s'est approchée de 100 % pour les plus de 80 ans, elle est restée à 87 % en France. Dans les quartiers les plus pauvres, les plus éloignés du système de santé, les taux de vaccination sont restés bas, alors que les personnes à risques, (diabétiques, obèses ou hypertendu-es) y sont les plus nombreuses.



Manifestation contre la loi de sécurité globale, Paris, 5 décembre 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

a choisi la voie « jupitérienne » (5) autoritaire et répressive. S'étant autoproclamé chef de guerre, c'est sur le mode militaire du général donnant des ordres à ses troupes et les faisant sanctionner quand elles ne les appliquent pas, qu'il a prétendu gérer la crise.

La stratégie autoritaire du pouvoir s'est traduite par la succession des « stop and go » : restrictions strictes quand la vague de contamination menaçait de déborder le système hospitalier, suivies d'assouplissement quand la situation s'améliorait. Elle a toujours eu un temps de retard sur le virus. L'inefficacité de cette stratégie a amplifié son rejet et a nourri l'exaspération. Elle fut poursuivie à l'occasion de la vaccination.

Le 4 décembre 2020, Emmanuel Macron déclarait au média en ligne *Brut* : « Je ne crois pas à la vaccination obligatoire pour ce vaccin. Je crois beaucoup plus au travail de conviction

Vaccins : la propriété privée et les brevets contre l'intérêt général

Outre sa gestion autoritaire, la politique de Macron concernant les vaccins fut marquée par le refus de lever les brevets et de réquisitionner l'industrie pharmaceutique dans l'intérêt général.

Au début de l'année 2022, alors qu'il prenait la présidence de l'Union européenne pour six mois, le président français reçut une tribune signée par 130 personnalités du monde scientifique, syndical, associatif à l'initiative du collectif « Brevets sur les vaccins anti-Covid, stop! Réquisition ».

Elle dénonçait son refus de soutenir la demande de levée des brevets portée par l'Inde et l'Afrique du Sud et rappelait le bilan très limité du mécanisme de

5) Macron lui-même a défini son mode de gouvernement comme « jupitérien ».

Protection sociale en France

solidarité Covax derrière lequel s'abritait le président français. Elle ajoutait : « *En décembre 2021, comme le souligne Oxfam, la France et l'Union européenne ont vacciné plus de 70 % de leur population, contre seulement 3 % de vaccinés dans les pays à faible revenu. Devant ces chiffres sans appel, certains parlent d'apartheid vaccinal.* »

Macron resta sourd à cet appel, comme il l'avait été tout au long de la crise sanitaire aux demandes de levée des brevets et de réquisition des industries pharmaceutiques pour répondre aux besoins.

Son nationalisme vaccinal et l'apartheid qui en découlait vis-à-vis des pays du Sud, outre la discrimination scandaleuse qu'ils instauraient vis-à-vis des populations de ces pays, ont eu un effet boomerang. Au lieu de protéger les populations des pays riches (dont la France) qui ont monopolisé les vaccins, ils ont favorisé l'émergence et la propagation de nouveaux

soins ont été différés ou déprogrammés, en ont subi les conséquences, parfois irréversibles. La psychiatrie publique (et tout spécialement la psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent), sinistrée, n'a répondu que de manière très dégradée aux demandes de soins en très forte augmentation.

Les personnes âgées ont été particulièrement touchées par les délais d'attente aux urgences, le manque de lits de réanimation, les difficultés d'accès aux soins dans les hôpitaux. Dans les établissements pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), les prises en charge inhumaines du fait du manque général de moyens, aggravées dans les établissements privés lucratifs par la recherche du profit maximum, se sont renforcées. Elles ont abouti à de véritables scandales sanitaires, comme l'a notamment révélé un livre d'investigation sur le groupe ORPEA (6), sans inflexion réelle des politiques dans ce domaine.

pas « laisser sa peau » est souvent apparue à beaucoup comme la seule issue. Elle n'a fait que casser davantage les collectifs de travail et rendre les luttes plus difficiles.

Le syndicalisme hospitalier, affaibli et avec des capacités de mobilisation limitées, a été fortement impacté par la pandémie. De nombreuses équipes ont eu et continuent d'avoir de grandes difficultés à fonctionner. L'inertie des directions des fédérations syndicales, du fait de leur impuissance à agir et/ou de leur refus d'organiser des actions coordonnées, n'a fait que renforcer le repli sur soi et la passivité des salarié-es. Les collectifs (« inter-urgences », « inter-hôpitaux »...) qui avaient mobilisé dans la période précédente, n'ont pas davantage réussi à peser.

Contrairement à ce qu'ont affirmé Macron et ses ministres, une alternative à leur politique existait, tout au long de la crise du Covid. C'est l'impuissance du mouvement social et ouvrier à la formuler et à lutter pour l'imposer qui a laissé les mains libres au pouvoir.

Il aurait été nécessaire de commencer à mettre en œuvre, pratiquement, dans les villes, les quartiers, les entreprises, des initiatives concrètes, avec les acteurs de terrain auto-organisés, pour assurer de manière participative la protection de la population, (fabrication de masques, lutte contre les contaminations, aide aux personnes qui devaient s'isoler, etc.). Par la suite, il aurait fallu promouvoir de manière active une politique de vaccination par la persuasion tout en s'opposant aux mesures punitives vis-à-vis des personnes non convaincues par la vaccination.

Faute de telles perspectives, les colères ont pu être dévoyées par des forces réactionnaires (complotistes, antivax, extrême droite...), notamment au cours de l'été 2021. Le refus de la politique vaccinale autoritaire a suscité une mobilisation avec des manifestations importantes. Le mouvement ouvrier en a été quasi absent. Même là où des initiatives ont été prises par des forces progressistes, elles n'ont pu, à de rares exceptions, imposer un rapport de force suffisant face aux forces réactionnaires.

Malgré la fin de la pandémie, l'année 2023 n'a pas permis au mouvement social et ouvrier de reprendre l'initiative dans le secteur de la santé. La grande mobilisation interprofessionnelle contre la nouvelle réforme des retraites, peu suivie dans le secteur hospitalier, n'a pas inversé cette tendance. La défaite de ce mouvement n'a pas contribué à redonner espoir aux salarié-es de la santé. Ces dernier-es restent pour l'instant sur la défensive, même



Un soignant face à face avec la police, Hôpital Robert Debré, Paris, 21 mai 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

variants dans les pays du Sud (Amérique latine, Afrique du Sud, Inde...), qui ont à leur tour alimenté de nouvelles « vagues » en Europe et en Amérique du Nord.

Un système de soins au bord de la rupture

La lutte contre la pandémie, malgré la mobilisation et les sacrifices des personnels de santé, a été entravée par la poursuite des politiques d'austérité qui ont affaibli l'hôpital public. Les malades directement touchés par le Covid, mais aussi l'ensemble des patient-es dont les opérations ou les

6) *Les Fossoyeurs*, Victor Castanet, éditions Fayard.
7) *Inprecor* n°677-678, idem.

Un mouvement social et ouvrier sur la défensive

Pendant les trois premières années du mandat de Macron, les politiques de santé du pouvoir s'étaient heurtées à des résistances significatives (7). Après juin 2020 et la signature du Ségur de la santé, l'épuisement, le traumatisme des épreuves subies et l'absence d'espoir d'amélioration ont profondément modifié l'ambiance dans les services. Or, la forte mobilisation des personnels n'ayant pas obtenu les 183 euros du Ségur et, les colères ont continué de couvrir dans les hôpitaux et les EHPAD, mais elles ont cessé de s'exprimer sous forme collective, hors certaines situations locales. La fuite individuelle pour ne

si les questions de santé restent au cœur du débat politique.

La crise et contre-réformes

Piètre chef de guerre dans la lutte contre la pandémie, Macron a pendant la même période pleinement joué son rôle de « président des riches », au service du capital. La crise sanitaire a été pour lui une opportunité pour accélérer les contre-réformes de la protection sociale et du système de santé qu'il avait engagées depuis 2017. Privé d'une majorité absolue au Parlement après sa réélection en avril 2022, il n'en a pas moins poursuivi son offensive en utilisant tous les ressorts antidémocratiques que lui offre la Constitution gaulliste de 1958 (8).

Macron et « l'argent magique »

Pendant les premières années de son quinquennat, Macron a accentué les politiques d'austérité de ses prédécesseurs (9). Quinze milliards d'économies étaient prévues en cinq ans sur l'Assurance maladie (10), dont la moitié sur les dépenses hospitalières.

Le manque de financement de la Sécurité sociale est la conséquence des politiques de « baisse du coût du travail » pratiquées par les gouvernements successifs. En 2012 le socialiste François Hollande avait instauré le CICE (crédit d'impôts compétitivité emploi). Ce cadeau fiscal aux patrons, de 20 milliards d'euros par an, était accordé, sans contrepartie, au nom de « créations d'emplois » jamais démontrées (11). Le CICE a été transformé par Macron en exonération définitive d'une partie des cotisations que les employeurs doivent verser pour financer la Sécurité sociale. Ce pactole s'ajoute aux précédentes exonérations. Pour l'année 2023, il atteint 87,9 milliards d'euros (en hausse de 7 % par rapport à 2022). Ce cadeau aux patrons et aux actionnaires, est un choix politique de classe. Il crée de toutes pièces le prétendu « déficit » de la Sécurité sociale que Macron prétend ensuite combattre en réduisant les dépenses.

Le 5 avril 2018, une aide-soignante interpela le président, en visite au CHU de Rouen, sur le manque de moyen de l'hôpital. Il répondit qu'il n'y avait pas « d'argent magique » pour financer les dépenses hospitalières. La même réponse fut apportée tout au long de l'année 2019 aux personnels des services urgences en grève pendant plusieurs mois, puis à la mobilisation de l'ensemble du monde hospitalier fin 2019 pour refuser de satisfaire les revendications.

Pourtant, début 2020, confronté au risque d'effondrement de l'économie résultant de la pandémie, Macron sortit de son chapeau des milliards « d'argent magique » afin d'assurer un revenu de remplacement aux salarié-es confiné-es chez elles et eux et de financer les dépenses exceptionnelles du système de santé (hôpitaux, tests, masques, puis vaccins). Ce fut le « quoiqu'il en coûte ». Au mépris de tous les serments libéraux, le « déficit » de la Sécurité sociale passa de 1,9 milliard en 2019 à 39,7 milliards en 2020. Il fut donc multiplié par vingt (12). Comme le souligne Nicolas Da Silva, « alors qu'au nom de la santé, il n'était pas possible d'améliorer le système de soins en 2019, il a été possible, au nom de la santé, de faire voler en éclats tous les dogmes en 2020 » (13).

Le risque d'écroulement de l'économie une fois éloigné, l'orthodoxie libérale a repris ses droits. Macron et son ministre des Finances décrétèrent la fin du « quoi qu'il en coûte ». Après avoir utilisé la Sécurité sociale comme arme « anti-crise », ils décidèrent de se servir de la crise pour mieux détruire la Sécurité sociale. Le « déficit » devint un argument pour justifier une nouvelle cure d'austérité notamment pour le système de santé.

Alors que les profits des grandes entreprises atteignent des niveaux sans précédent (14), les dépenses sociales exceptionnelles liées à l'épidémie ont été transformées en « dette » de la Sécurité sociale ; une « dette » que les assurés sociaux vont devoir rembourser, en y ajoutant les intérêts versés aux banques. Dans le même temps, les exonérations de cotisations sociales patronales continuent de progresser.

Moins de Sécu, plus d'assurances et de « franchises »

Le désengagement de la Sécurité sociale transforme le financement du système de santé. La protection sociale française s'aligne progressivement sur le modèle dit des « trois piliers » voulu par l'Union Européenne. Une couverture sociale minimale, financée par l'État (pilier 1) est complétée par des assurances « complémentaires » d'entreprise (pilier 2) et/ou individuelles dites « surcomplémentaires » (pilier 3).

La santé tend à devenir un « choix » de consommation individuelle dépendant des ressources de chacun-e. C'est la perspective clairement tracée par Macron, lors de sa conférence de presse du 16 janvier 2024. Justifiant le doublement des « franchises » médicales restant à la charge du malade il n'a pas hésité à affirmer : « Au

moment où je vois ce que nos compatriotes peuvent dépenser pour les forfaits de téléphonie, la vie quotidienne... se dire qu'on va passer de 50 centimes à 1 euro pour une boîte de médicaments, je n'ai pas le sentiment qu'on fait un crime terrible ».

Selon un récent sondage de l'IFOP (15), 37 % des patient-es interrogé-es ont déjà renoncé à se soigner alors qu'elles et ils en avaient besoin. Les principaux motifs donnés sont l'augmentation du coût de la vie (87 %), la non-prise en charge par la Sécurité sociale et la mutuelle de la totalité des frais (84 %), la nécessité d'avancer le prix des consultations (78 %).

Conséquence du déremboursement de soins et produits de santé par la Sécurité sociale, les tarifs des mutuelles et assurances complémentaires santé se sont envolés. Selon une enquête de l'association de consommateurs *Que Choisir ?* la hausse moyenne des tarifs des mutuelles, après avoir été de + 7,1 % en 2023, est d'environ + 10 % en 2024. Elle peut atteindre 30 % pour certain-es retraité-es.

Hôpitaux, Urgences, EHPAD, après la pandémie la crise s'approfondit !

Le drame vécu avec le Covid-19 n'a rien changé à la politique de l'exécutif vis-à-vis de l'hôpital. Les fermetures de lits, de services, d'établissements se poursuivent. Selon une étude de la DREES (ministère de la Santé) (16) en 2022, le nombre de lits hospitaliers a été réduit de 6 713 soit 1,8 %, après avoir diminué de 1,4 % en

8) L'article 49-3 de la Constitution permet de faire adopter un texte sans vote, à condition que le gouvernement ne soit pas renversé par une motion de censure. C'est par ce moyen qu'ont été adoptées, entre autres, les lois de financement de la sécurité sociale en 2022 et 2023 ainsi que la contre-réforme des retraites.

9) Voir *Inprecor* n° 677-678, idem.

10) L'Assurance maladie est la branche santé de la Sécurité sociale.

11) En 2012, Gattaz, président du syndicat du grand patronat, le MEDEF, avait annoncé la création « d'un million d'emplois » grâce au CICE. Toutes les évaluations, même celles des instituts proches du gouvernement, s'accordent aujourd'hui pour constater que l'effet fut en réalité très marginal.

12) Nicolas Da Silva, *La bataille de la Sécu*, éditions La fabrique, 2023, p. 266.

13) Idem, p. 267.

14) Les entreprises du CAC 40 ont versé 97,1 milliards d'euros aux actionnaires en 2023, dont 67,1 milliards sous la forme de dividendes en numéraire et 30,1 milliards sous la forme de rachats d'actions. C'est 17 milliards d'euros de plus que l'an dernier (80,1 milliards), qui était déjà le niveau le plus haut jamais enregistré depuis 2003 (*La Tribune*).

15) Sondage effectué entre le 22 et le 24 août 2023, commandé par le Crédit mutuel.

2021. En 9 ans, ce sont 39 000 lits d'hospitalisation complète qui ont disparu.

Là aussi, le pouvoir utilise la crise pour forcer l'allure. Le manque de médecins hospitaliers (17), le départ massif de personnels aboutissent à de nouvelles fermetures de lits faute de personnel, des lits qui ne sont pas rouverts par la suite.

Arnaud Robinet, président de la Fédération hospitalière de France, élu appartenant pourtant à la majorité présidentielle déclarait : « *Le temps où l'hôpital public était la variable d'ajustement des débats sur la dette doit s'arrêter* » (18).

Le principal symptôme de la crise hospitalière est l'engorgement des services d'urgences où, faute de places, des patients séjournent sur des brancards pendant des heures. Outre l'impossibilité de consulter, en ville, un médecin dans un délai rapide, la cause réelle de l'engorgement des services d'urgences est l'insuffisance des lits hospitaliers. Les patients restent des heures ou des jours aux urgences, parce qu'il n'y a ni lits ni personnels pour les recevoir dans les autres services de l'hôpital où ils devraient aller. Cette pénurie est la conséquence directe des choix politiques du pouvoir.

Les mesures prises pour y remédier (filtrage des urgences, renvoi vers des services de consultations non programmées) ne s'attaquent pas au cœur du problème, elles ne peuvent qu'améliorer à la marge la situation, tout en augmentant les risques pour les patients.

Macron et le capitalisme sanitaire

L'austérité budgétaire n'est qu'une des faces de la politique de santé du pouvoir. Elle concerne exclusivement *le financement du service public de santé*. Son but premier est, nous l'avons vu, la « baisse du coût du travail », en exonérant les patrons d'une part de leurs cotisations sociales.

Mais dans le même temps la réduction de la place du service public poursuit un

autre objectif : favoriser la création et le développement d'un marché de la santé au profit d'un capitalisme sanitaire à la recherche de débouchés lucratifs.

Pour Benoît Poulain, chef des fusions-acquisitions pour le Groupe Elsan (19), les « *fonds d'investissement ont un véritable rôle de moteur. Ils permettent de moderniser, d'optimiser et d'industrialiser le secteur médical.* » (20)

Comme le souligne Nicolas Da Silva, « *l'apport en capital permet parfois de financer des investissements lourds et il implique toujours une réorganisation du travail. La financiarisation renforce les logiques de concentration et d'industrialisation des soins, souvent initiées par la politique publique elle-même* » (21). Le même auteur souligne que ces investissements sont effectués là où ils sont susceptibles de devenir rentables, et pas nécessairement en fonction des besoins de la population. La financiarisation a, pour lui, une autre conséquence : la multiplication de surcoûts non remboursés par la Sécurité sociale.

Début janvier 2023, Macron rappelait avoir investi 19 milliards d'euros dans le système de santé. Encore fallait-il décrypter ces chiffres. Cet investissement était sur 10 ans, mais surtout il ne concernait que très partiellement l'hôpital public, et pas du tout son fonctionnement. Tout au plus contribuait-il à désendetter partiellement l'hôpital étranglé par un manque de financement chronique.

Doctolib : le privé prend le pouvoir sur l'organisation des soins

Avec l'affaiblissement et le recul du secteur public, l'État crée sa propre impuissance et rend indispensable l'appel au secteur privé, qui prend alors la main sur l'organisation du système de santé et lui impose ses propres objectifs. L'exemple de la plateforme de réservation de rendez-vous en ligne Doctolib est de ce point de vue particulièrement éclairant. Il illustre aussi comment la crise sanitaire a été utilisée pour favoriser l'ascension du privé.

La place dominante qu'avait acquise cette structure privée avec l'aide des pouvoirs publics lui a permis de se présenter indispensable à l'occasion de la vaccination, même si trois entreprises s'étaient vu attribuer le marché. En retour, la vaccination lui a permis de renforcer son quasi-monopole.

Dès lors, comme le souligne Justin Delépine (22), « *Doctolib se rapproche donc de ce qu'on nomme une infrastructure essentielle, c'est-à-dire un acteur*

économique par lequel nous sommes obligés de passer ». Tout comme BlaBlaCar ou Uber, elle détermine et oriente par ses algorithmes les choix de ses utilisateurs.

Pendant la pandémie, les professionnels de santé ont ainsi perdu tout contrôle sur les priorités dans la vaccination. Leurs agendas ont été remplis d'office par celles et ceux qui maîtrisaient le mieux les outils informatiques, au détriment de personnes qui auraient dû être prioritaires en raison de leur âge ou de leur état de santé.

Le monopole de Doctolib, entreprise privée qui oriente vers le soin en fonction de ses propres critères et est très peu régulée, ouvre la porte à une ubérisation du système de santé, où médecins, professionnels et établissements de santé, sont comme les chauffeurs et cyclistes Uber sous le contrôle et la domination d'une application privée.

À la croisée des chemins : se ressaisir et agir

Après quatre années marquées par l'expérience de la crise sanitaire mondiale, le système de santé français est aujourd'hui dans une situation critique. La possibilité pour toutes et tous d'accéder à des soins de qualité, et même simplement d'accéder aux soins, régresse. Le pouvoir a utilisé la crise sanitaire, non pour rompre avec ses politiques d'austérité et de privatisation dont la crise a montré l'échec, mais au contraire pour aller plus loin et plus vite dans ses attaques contre la Sécurité sociale, l'hôpital public et favoriser l'émergence d'un système privé, inégalitaire.

Seule une mobilisation sociale articulant la lutte des personnels de santé, et un combat social de l'ensemble de la population, peut inverser cette tendance. L'épuisement des personnels, l'affaiblissement du mouvement syndical et social, sont les obstacles à surmonter pour y parvenir. Des forces militantes qui ne baissent pas les bras s'y emploient. Le Tour de France pour la santé a réussi à fédérer des forces significatives du mouvement social et ouvrier et à rendre visibles les exigences de soins gratuits accessibles à toutes et tous grâce au 100 % Sécu (23) et à un système public de santé non soumis à l'austérité. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour que cette volonté se diffuse à la base et mobilise effectivement les équipes militantes et les personnels de santé, ainsi que des secteurs significatifs de la société. C'est pourtant la seule voie possible, et le temps presse. ■

Le 15 février 2024

16) « En 2022, la baisse du nombre de lits en état d'accueillir des patients s'accroît », étude de la Dress, décembre 2023.

17) Seule la présence de médecins étrangers, avec un statut précaire et des salaires dérisoires, permet encore à l'hôpital de tenir. Ils se mobilisent actuellement pour sortir de leur précarité.

18) Communiqué de la FHF, 4 octobre 2023.

19) Premier groupe d'hospitalisation privée en France.

20) Revue *Décideurs Magazine*.

21) Nicolas Da Silva, « L'irrésistible financiarisation des soins », *Cahiers de santé*, 20 juin 2023.

22) Voir Justin Delépine, « Vaccination : mais qui arrêtera Doctolib ? », 11 mai 2022, *Alternatives économiques*.

23) C'est-à-dire des soins intégralement remboursés par la Sécurité sociale.

Lancer un front international contre l'extrême droite

Au terme d'une nouvelle édition du Forum social mondial (FSM) qui s'est déroulée à Katmandou, au Népal, du 15 au 19 février, l'heure est au bilan. Ce fut un événement très réussi pour la région. Mais il faut aller de l'avant, promouvoir des initiatives concrètes dans un contexte international complexe marqué par l'offensive de l'extrême droite.

Par
Éric Toussaint*

Cette édition du Forum social mondial (FSM) a été très positive, principalement en raison de la participation de secteurs populaire très divers et parmi les plus opprimés. Je pense notamment aux Dalits, la caste des intouchables, aux peuples natifs et indigènes, historiquement marginalisés mais très organisés, aux forces syndicales, à de nombreuses féministes issues des classes populaires. La majorité était originaire du Népal et de l'Inde. Les organisateurs ont compté 18 000 inscriptions de plus de 90 pays. D'ailleurs alors qu'ils avaient fait imprimer 15 000 cartes de délégué-es, ils ont dû en faire réimprimer 3 000 en toute urgence pendant le FSM. Lors de la manifestation d'ouverture du jeudi 15 février 2024, entre 12 et 15 000 participant-es se sont mobilisé-es. Dans les conférences, les ateliers et les activités culturelles, chaque jour, il y avait pas moins de 10 000 personnes. C'était une excellente décision de venir au Népal. C'est un résultat incomparablement meilleur que le FSM de mai 2022 au Mexique. Le comité organisateur déclare que 50 000 personnes ont participé au FSM. C'est exact si on additionne la participation journalière pendant quatre jours.

Cependant, le FSM en tant que tel n'a pas atteint la même représentation qu'au cours de sa première décennie d'existence, après sa fondation à Porto Alegre, au Brésil, en 2001. Il y avait très peu de participant-es venant d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Amé-

rique du Nord. Bref, un bon niveau de participation régionale mais une faible présence des autres continents. Cela montre les difficultés du FSM à prendre des initiatives globales ayant un impact réel. Les derniers grands rassemblements du Forum social mondial ont eu lieu en 2009 à Bélem au Brésil avec plus de 90 000 participant-es, suivi de celui de Dakar en 2011 au moment du printemps arabe et de Tunis en 2012. J'ai décrit l'évolution du FSM et du mouvement altermondialiste des années 1990 à 2012 dans une série d'articles publiés sur le site du CADTM. (1)

Il manque une dynamique internationale mobilisatrice

L'édition de Salvador de Bahia au Brésil en 2019, bien qu'elle ait été bien suivie, était essentiellement réduite à la région du Nord-Est brésilien, avec des représentations de quelques autres régions du Brésil. Malheureusement, la présence d'autres continents était faible. Le FSM réalisé en mai 2022 a constitué un grave échec de mobilisation tant au niveau local qu'international.

Nous percevons aujourd'hui une réalité contradictoire. D'une part, le Forum social mondial ne constitue plus une véritable force d'attraction et de propulsion. D'autre part, c'est le seul espace mondial qui existe



encore. C'est pourquoi il est encore important pour des réseaux internationaux comme le CADTM d'y participer.

Je suis convaincu que si le FSM avait une force réelle – telle que nous l'avions collec-

* **Éric Toussaint**, porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM international) et membre du conseil scientifique d'ATTAC France, est membre de la direction de la IV^e Internationale. Il a été membre de la Commission d'audit intégral de la dette publique interne et externe (CAIC) formée en juillet 2007 par le président de l'Équateur Rafael Correa. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée par la présidente du Parlement grec, qui a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015. Il est l'auteur de nombreux livres, dont : *Banque mondiale – Une histoire critique*, Syllepse, Paris 2022 ; *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, Paris 2020 ; *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation, Les liens qui libèrent*, Paris 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris 2012 ; *La dette ou la vie, Aden/CADTM*, Bruxelles 2011.

1. « Le contexte international des indignations mondiales. Indignées et indignés du monde entier : Unissons-nous », site du CADTM.

“Les organisateurs ont compté 18 000 inscriptions de plus de 90 pays.”



tivement construite entre 2001 et 2003, lorsque nous avons appelé à de grandes mobilisations pour la paix et contre la guerre en Irak en février 2003 (manifestations qui ont réuni plus de 10 millions de personnes), son pouvoir serait aujourd'hui significatif : à la fois pour faire face au génocide en Palestine et pour aider à construire un large frein à la croissance de l'extrême droite que l'on peut observer dans de nombreuses régions du monde.

Quand je dis cela, je fais référence, entre autres, à Narendra Modi en Inde, nationaliste, anti-slam et antimusulman, violent ; à Ferdinand Marcos Junior aux Philippines, héritier non seulement de la dictature familiale mais aussi du répressif Rodrigo Duterte ; à la régression réactionnaire du régime en Tunisie, de plus en plus similaire à l'ancienne dictature de Ben Ali, avant le printemps arabe. En Europe, il y a des gouvernements extrémistes de droite et bellicistes comme celui de Vladimir Poutine responsable de l'invasion de l'Ukraine.

Il y a également le gouvernement de Giorgia Meloni en Italie, de Viktor Orban en Hongrie, et en Ukraine un gouvernement de droite néolibéral qui a pris des mesures de restriction des droits sociaux et est pro-Otan. Je pense aussi aux menaces réelles de Chega, une nouvelle extrême droite au Portugal qui aspire à récolter 20 % des suffrages alors qu'elle était absente électoralement entre 1975 et il y a seulement trois ans, à la possibilité d'une victoire de Marine Le Pen en France à la prochaine présidentielle, à VOX en Espagne, à la victoire électorale du parti d'extrême droite aux Pays-Bas, à l'avancée de l'AFD en Allemagne... Et sans prétendre les citer tous, en Amérique latine, à des présidents comme Nayib Bukele au Salvador ou Javier Milei en Argentine, qui possèdent un programme économique et social plus radical que Pinochet lui-même

ment fasciste de Benyamin Netanyahu en Israël, promouvant un projet raciste, génocidaire et colonialiste.

À la recherche de meilleures propositions

La formule d'un FSM avec seulement des mouvements sociaux et des ONG mais sans partis politiques progressistes (comme défini dans la Charte de principe de 2001) ne permet pas une lutte adéquate contre l'extrême droite. Face à la montée de l'extrême droite et des projets fascistes, il faut chercher un autre type de convergence internationale. Dans ce sens, le CADTM, avec d'autres acteurs sociaux, a contacté le PSOL (Parti Socialisme et liberté) et le PT (Parti des travailleurs) de Porto Alegre, berceau du Forum Social Mondial depuis 2001, pour proposer la création d'un Comité d'organisation qui convoquerait une réunion internationale en mai pour discuter de la marche à suivre, en vue d'une grande réunion dans un an. Avec une vision large pour intégrer les mouvements sociaux de toutes sortes, les féministes, les activistes pour la justice climatique, le mouvement LGBTQIA+, dans la perspective de réfléchir à la meilleure façon de résister à l'extrême droite. Des acteurs importants tels que le mouvement brésilien des travailleurs sans terre (MST) pourraient y participer activement. S'ils ont réussi au Brésil à se libérer de Jair Bolsonaro avec une large politique d'alliances politiques et sociales de gauche en évitant d'aller aux élections de 2022 de manière divisée, il est essentiel d'en tirer des leçons politiques concrètes. Le Forum social mondial pourrait continuer de son côté, mais nous sommes convaincu-es qu'un nouveau cadre de forces capables de se remobiliser est nécessaire.

dans le Chili dictatorial. Tout cela dans le contexte mondial d'une possible victoire électorale de Donald Trump à la prochaine élection présidentielle américaine. Sans oublier le gouverne-

Nous avons besoin d'une grande initiative internationale de front unique anti-extrême droite et antifasciste

Nous avons besoin d'une nouvelle initiative de front unique plus large. Nous pensons que cette première réunion pourrait être convoquée en mai 2024 à Porto Alegre, au Brésil. Il serait concevable, par exemple, d'avoir une forte présence de l'Argentine, avec les forces de la gauche radicale (notamment du FIT-U mais aussi d'autres organisations anticapitalistes), avec la gauche du péronisme, avec les Mères de la Place de Mai, avec l'Autoconvocatoria pour la suspension du paiement de la dette, avec des organisations syndicales telles que la Central de Trabajadores de Argentina (CTA), ATE, et même la CGT (Confederación General de Trabajadores) et les mouvements sociaux et féministes très diversifiés. Ce serait un premier pas vers une grande conférence en 2025 par exemple à Sao Paulo si l'alliance de gauche (PT, PSOL, etc.) remporte les élections municipales en 2024.

La construction de cette nouvelle initiative internationale serait large et diverse, incorporant divers courants révolutionnaires, un front divers et uni de la IV^e Internationale à la social-démocratie en passant par l'Internationale progressiste, à travers toute la gamme des sensibilités de gauche, ainsi que des organisations et personnalités progressistes aux États-Unis (par exemple Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez, le syndicat automobile UAW qui a remporté une victoire importante en 2023), et des partis et mouvements de gauche d'Europe, d'Afrique, d'Asie et de la région arabe. Il s'agirait aussi d'élargir la participation à des personnalités engagées du monde culturel qui apporteraient leur propre contribution. Il est nécessaire de convaincre le plus grand nombre de forces possible, y compris celles qui doivent surmonter les différences et les divisions historiques, et qui comprennent et acceptent le grand défi prioritaire du moment, à savoir la lutte contre l'extrême droite. Nous savons qu'un tel appel ne sera ni simple ni facile à concrétiser : il exige une grande générosité et une forte volonté politique. La complexité du moment historique et les dangers qui pèsent sur l'humanité et la planète nous imposent d'essayer d'y arriver. ■

Le 20 février 2024

Intelligence artificielle et travail à la périphérie du capitalisme

Le monde change. Et il le fait à grande vitesse. L'adaptation à la crise climatique et le numérique sont les forces du changement. Bien que les deux sujets soient étroitement liés, ils sont souvent traités séparément. Or, sans intelligence artificielle (IA), le changement climatique ne peut être combattu et, en même temps, l'IA et le secteur des technologies numériques nécessitent beaucoup d'énergie.

Par
Mónica Sladogna et Svenja Blanke*

Cette même énergie, qui ne provient pas de sources propres et renouvelables, sera responsable de 14 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2040 (1). La numérisation modifie à son tour le marché du travail en Amérique latine. Le changement est déjà là, il n'est pas encore fortement ressenti dans certaines professions, mais dans d'autres, il est en train de tout bouleverser. Les marchés du travail de la « périphérie » sont confrontés à un avenir très incertain.

La Chine et les États-Unis donnent le ton : les entreprises et les États eux-mêmes se disputent la domination des technologies de l'information et de la communication ; l'Europe investit moins, mais fait figure de pionnière en matière de réglementation. Le reste du monde, c'est-à-dire ce que l'on appelle le Sud global, a jusqu'à présent joué un rôle secondaire : il s'est contenté d'observer et de consommer. Cependant, la numérisation du travail bat également son plein en Amérique latine. Elle touche à la fois les travailleurs individuels et la collectivité : les données sont utilisées et exploitées, les machines et les robots prennent le dessus ; le temps est enregistré numériquement ; la sphère privée et la sphère professionnelle s'estompent, en particulier dans les emplois de cols blancs ; les données déterminent de plus en plus le travail et cela se fait en silence.

La numérisation par le biais de l'IA n'est pas une réalisation technique en soi, mais une « politique par d'autres moyens » délibérément poursuivie. Et en tant que politique, nous devons nous pencher sur les ressources naturelles qui l'alimentent, sur l'énergie qu'elle consomme, sur la main-d'œuvre

cachée dans la chaîne d'approvisionnement et sur l'énorme quantité de données extraites de chaque plateforme et de chaque appareil que nous utilisons tous les jours (2). Kate Crawford, cofondatrice de l'Institut AI Now, affirme dans son *Atlas de l'intelligence artificielle* que les systèmes d'intelligence artificielle contemporains dépendent de l'exploitation des ressources énergétiques et minérales de la planète, d'une main-d'œuvre bon marché et des big data ; que les systèmes d'intelligence artificielle ne sont ni neutres, ni autonomes, ni rationnels, ni capables de discerner quoi que ce soit sans une formation extensive et intensive. Ce sont des systèmes conçus pour servir les intérêts dominants existants ; ils sont, enfin, un certificat de pouvoir (3). Crawford le dit clairement lorsqu'elle écrit que l'IA n'est ni artificielle ni intelligente, mais matérielle, faite de ressources naturelles, d'énergie, de travail humain, d'infrastructures, de logistique, d'histoires et de classifications. Il s'agit là d'un aspect très important, souvent ignoré ou nié par le discours dominant : le fait de se concentrer sur l'IA ou de la réduire à ses dimensions techniques masque les intérêts économiques et politiques qui se cachent derrière elle.

L'IA reflète et reproduit les relations sociales et les intérêts dominants. Si l'Amérique latine veut participer activement aux changements qui y sont liés, les États, les acteurs politiques clés et la région dans son ensemble doivent poser des questions inconfortables et remettre en question des hypothèses largement répandues. En effet, les voix des personnes les plus touchées par l'IA (ou le changement climatique) sont absentes du processus de conception et de prise de décision : les voix du Sud mondial et de sa main-d'œuvre sont absentes. Les visions critiques appellent donc à décon-

struire les intérêts et les pouvoirs qui se cachent derrière une question qui semble neutre, mais qui est loin de l'être. La transformation numérique doit être mise sur la table des priorités politiques et dans un contexte politique plus large.

L'Amérique latine est confrontée à cette transformation à plusieurs égards, tant en raison des nombreux défis politiques et sociaux au sein de nombreux pays que de l'existence d'une infrastructure numérique inadéquate, de grandes lacunes dans l'éducation et la formation professionnelle, et d'un manque de stratégies dans le domaine de l'énergie et de la transformation numérique. Le fait que la région n'ait pas de voix commune, ni de mécanismes fonctionnels pour articuler les intérêts, complique encore la situation. Il semble ne rester que peu de chose de l'Amérique latine de la première décennie du 21^e siècle, avec ses aspirations en matière de croissance, ses politiques progressistes innovantes et son engagement en faveur d'une plus grande autonomie.

Dans ce contexte, nous voulons souligner le lien économique, commercial et donc politique entre la numérisation et les marchés de données, l'énergie consommée par les systèmes d'information géographique et les ressources énergétiques et minérales que l'Amérique latine offre à

* Mónica Sladogna est cheffe de projet à la Fondation Friedrich-Ebert (FES) en Argentine, Svenja Blanke est directrice du bureau de la Fondation Friedrich-Ebert (FES) et du magazine *Nueva Sociedad*.

1) Kate Crawford : *Atlas of AI : Power, Politics, and the Planetary Costs of Artificial Intelligence*, Yale UP, New Haven, 2021, p. 42. Édition française, Zulma, mars 2022.

2) Valentín Muro : « Atlas de la inteligencia artificial : Kate Crawford y el libro que busca redefinir el alcance de los algoritmos », *La Nación*, 20 mai 2021.

3) Ibid.



programmeur-es, bien sûr, mais aussi des employé-es de bureau, des fonctionnaires, des enseignant-es, des chauffeur-es, des médecin-es, des mécanicien-nes ou des agriculteur-es. Nous travaillons toutes avec des ordinateurs, des systèmes informatiques, divers produits technologiques de contrôle, de suivi et d'évaluation. Et les lacunes qui caractérisent déjà l'Amérique latine – en particulier sur son marché du travail – risquent de se creuser davantage : « avec la numérisation, la demande de compétences va se transformer », lit-on partout. Il faut mettre davantage l'accent sur les compétences numériques, telles que la programmation, l'analyse de données, l'informatique, la cybersécurité et la gestion de projets technologiques. La numérisation et l'automatisation entraînent le remplacement de certaines tâches et de certains emplois par des technologies de pointe. Cela peut d'abord affecter les emplois impliquant des tâches routinières et répétitives, mais pas seulement. Par conséquent, certains emplois disparaîtront ou évolueront. À son tour, la création de nouvelles technologies, applications et services numériques peut générer une demande de professionnel-es dans des domaines émergents, tels que le développement de logiciels, la gestion de données, le marketing numérique et le commerce électronique. Mais, concrètement, cela ne peut pas encore être quantifié. En outre, l'expansion de l'économie numérique pourrait entraîner la création d'emplois dans des secteurs connexes, tels que la logistique et l'assistance technique. La numérisation facilite également le travail à distance et la flexibilité de la main-d'œuvre et pose des défis en matière d'inclusion.

La fracture numérique, le manque d'accès à Internet et l'inégalité dans la distribution de la technologie sont des défis majeurs dans de nombreux pays d'Amérique latine. Par conséquent, la tâche explicite des décideurs devrait être de veiller à ce que toutes les personnes aient accès à la technologie et aux compétences nécessaires pour bénéficier de l'économie numérique. Un programme progressiste (au niveau local et national) doit donner la priorité à l'accès à Internet, considérer l'éducation numérique comme essentielle et inclure des programmes de formation pour s'assurer que personne n'est laissé-pour-compte. La Central Única de Trabajadores du Brésil (CUT) (6) du Brésil, la Central de Trabajadores Argentinos (CTA) (7), la Confederacion General del Trabajo (CGT) (8) d'Argentine, et la Central Única de Trabajadores (CUT) (9) du Chili ont exprimé leurs inquié-

l'économie mondiale en mutation. Toutes celles et ceux qui se préoccupent du développement de la région doivent être vigilants. Un nouvel extractivisme rejoint l'ancien, tandis que ce dernier est redéfini : l'extractivisme des ressources est rejoint par l'extractivisme des données dans le cadre de la transformation énergétique. La nouvelle abstraction collecte des données à grande échelle auprès de quiconque se connecte à Internet, et la transition énergétique mondiale nécessite de nouveaux minéraux tels que le lithium, une ressource clé pour la décarbonisation des transports et pour la portabilité des technologies de l'information et de la communication. La chercheuse Luciana Benotti décrit ainsi le rôle de la région latino-américaine dans cette grande entreprise de transformation : « Nous fournissons désormais des données brutes et recevons de l'IA, presque de la même manière que nous exportons des céréales et importons des aliments transformés » (4). Et l'on peut ajouter : « de la même manière que nous exportons du lithium et importons des technologies de pointe ».

La plupart des économies latino-américaines dépendent de l'exportation de matières premières et de produits agricoles. La faible diversification des économies nationales, le peu d'investissements dans la science et la technologie et la quasi-absence d'enregistrement de brevets sont autant d'éléments qui expliquent l'incapacité actuelle de l'Amérique latine à participer plus activement aux processus de transformation en cours (5). En outre, les taux d'inégalité et de pauvreté les plus élevés au monde requièrent une attention politique immédiate, et il n'y a donc pas de temps pour penser à moyen ou à long terme à s'in-

sérer dans les débats sur l'avenir du marché. La transition énergétique dans le Nord mondial offre à nouveau à l'Amérique latine l'opportunité d'exploiter de « nouvelles » matières premières, encore peu exploitées, qu'il s'agisse de lithium, de minéraux rares ou autres. Ce nouveau marché présente un potentiel énorme ; la région dispose de matières premières qui seront nécessaires à l'économie du futur. En même temps, le danger existe que l'Amérique latine reste un fournisseur de matières premières dans cette économie. Jusqu'à présent, la participation régionale à la chaîne de valeur n'a guère été envisagée. Des critiques de gauche parlent même d'une nouvelle phase de colonialisme, mais cette fois-ci en habits verts.

Ruptures dans le monde du travail ?

Il n'y aura pas de monde utopique dans lequel l'IA résoudra tous nos problèmes actuels, mais l'IA ne sera pas non plus la fin du monde. La technologie n'est ni mauvaise ni bonne en soi, elle peut remplacer le travail humain, mais elle peut aussi créer de nouveaux emplois dans d'autres domaines. Elle dépend également de la capacité des acteurs sociaux, tels que les syndicats et les travailleur-es, à intervenir, à anticiper et à contrôler. En bref, il s'agit de contribuer à façonner le monde afin que d'autres, avec des intérêts différents, ne le fassent pas, comme cela a été le cas jusqu'à présent. Cela nécessite des connaissances, de l'information, de l'éducation, de nouvelles idées, des initiatives qui ne se limitent pas aux entreprises. Nous avons besoin de représentant-es qui s'occupent de la question, qui l'ont au moins partiellement intégrée. Car si l'on permet à de puissants acteurs économiques ou politiques de contrôler notre attention, nous perdrons notre autonomie par rapport au « système ».

Nous sommes presque tous des travailleur-es des nouvelles technologies : des

4) Bruno Massare : « Amérique latine : automatisation et dépendance » dans *le Monde diplomatique*, n° 287, mai 2023.

5) Centre de données statistiques de l'OMPI sur la propriété intellectuelle.

tudes quant à l'impact de la numérisation sur l'emploi dans divers médias.

En 2019 déjà, Daniel Gaio, Secrétaire national à l'Environnement du syndicat brésilien CUT faisait part de son inquiétude à cet égard :

Une question décisive dans le processus d'accumulation du capital et directement liée à cette nouvelle répartition, ce sont les chaînes de production mondiales, où il y a une division claire entre les pays qui concentrent la technologie de pointe, le développement de produits à haute valeur ajoutée et la concentration de la « propriété intellectuelle », et d'autres pays relégués à une production à faible valeur ajoutée, à une faible capacité d'innovation technologique, qui se résignent à simplement reproduire ou assembler des produits et des équipements [...]. En structurant de grandes chaînes de production, les entreprises transnationales sont en mesure de transférer les charges et les menaces sociales, environnementales et du travail qui pèsent sur l'institution aux derniers maillons de la chaîne, aux entreprises locales situées dans les pays du Sud, tandis que les principaux bénéficiaires sont concentrés dans les mains des sociétés mères. (10)

Il a également souligné que la question des « technologies et de leur rôle dans l'économie n'est pas une question de déterminisme technologique, mais de leur contrôle et de leur utilisation au profit de la majorité de la population. Le Sud en général n'a que peu d'intérêt dans ce débat » (11). Ce qu'il faut mettre rapidement à l'ordre du jour, ce sont les politiques et les exigences qui favorisent l'inclusion numérique. L'avenir du travail ne devrait pas seulement être une source d'inquiétude, ses impacts devraient être anticipés.

Quel avenir pour les syndicats ?

La construction de la citoyenneté, en termes d'accès aux droits, repose sur deux piliers : l'éducation et l'emploi/le travail, qui sont aujourd'hui remis en question quant à leur capacité à répondre aux transformations susmentionnées. Les syndicats sont préoccupés par l'avenir du travail, mais semblent encore manquer de capacité à comprendre et à traiter la profondeur des changements. Des questions telles que les salaires, l'inflation, l'inégalité ou la précarité remplissent l'agenda syndical, tandis que l'IA grignote les métiers, les occupations, les marchés, les secteurs, les identités, les droits et les intérêts de celles et ceux qui travaillent. Le problème est donc de passer de l'inquiétude à l'action syndicale sur ces questions.

L'histoire du 20^e siècle nous montre

l'impact des changements productifs sur les travailleurs et leurs organisations. Le taylorisme s'attaque à l'artisanat, impose la division technique et sociale du travail et garantit le contrôle du temps et des méthodes. Le chronomètre fait son entrée triomphale dans le monde du travail. Les changements touchent ceux qui travaillent et la forme de représentation politique de leurs intérêts : les corporations. Le fordisme pousse la spécialisation à l'extrême en l'étendant aux outils, aux machines, aux équipements et aux travailleurs : la chaîne de production impose ses rythmes. C'est l'époque où le développement économique et social converge avec le plein-emploi et la production de masse de biens standardisés, pour donner naissance à la société salariale, avec ses syndicats de branche ou de secteur.

Mais à partir des années 1970, le toyotisme a consolidé un nouveau modèle de production qui exige des travailleurs polyvalents et multifonctionnels qui partagent les objectifs de l'entreprise et répondent aux besoins du client. Sa forme de représentation syndicale n'est pas le syndicat de branche mais le syndicat d'entreprise. Le savoir collectif qui a favorisé les processus d'identité et de solidarité des classes laborieuses est alors placé sous le signe de *l'entreprise transparente*. Une entreprise minimale, un réseau de fournisseurs, un marché changeant qui exige des produits différenciés, la satisfaction des besoins du client en flux tendu : le modèle d'intégration horizontale va du fournisseur au client, mais désintègre le collectif de travail. L'« autonomie responsable » du travailleur entre en scène en même temps que l'automatisation.

La défaite des syndicats aux États-Unis et au Royaume-Uni dans les années 1980 et 1990, les dictatures civiles et militaires en Amérique latine et le néolibéralisme triomphant ont été présentés comme le remède aux soi-disant maux générés par l'État-providence. Les politiques néolibérales ont eu un impact sur la région conformément aux recettes proposées par le Consensus de Washington. On est passé de politiques universelles à des politiques ciblées, de politiques d'emploi passives à des politiques actives – celles qui mettent les individus en charge de leur situation professionnelle –, de la régulation à la dérégulation des marchés, de la classe ouvrière à l'entrepreneur de son propre destin.

Ces transformations ont eu un impact sur l'Amérique latine, qui a été marquée par la précarité, l'inégalité et l'informalité plutôt que par le développement industriel et le plein emploi promu par l'État-providence européen. En 2011, Enrique de la Garza a appelé à comprendre les nouvelles réalités du travail. Son analyse du marché informel au Mexique décrit la configuration d'autres espaces de travail, avec des relations de travail qui intègrent d'autres acteurs dans le contrôle du processus de production et la construction sociale de l'occupation. Il appelle à « repenser la portée des droits du travail, des identités collectives et des formes d'organisation des travailleurs » (12).

De la Garza écrivait dix ans après la diffusion massive de l'internet et un an après l'apparition du smartphone et la possibilité de son utilisation de masse. Ces technologies combinées allaient transformer le monde tel que nous le connaissions : mondialisation en

temps réel et libre circulation des biens, des finances et des personnes. En 2023, les changements technologiques en Amérique latine sont encore marqués par l'inégalité et l'exclusion : deux cinquièmes de la population n'ont toujours

pas accès aux avantages de la connectivité numérique. Toutefois, selon un rapport de la GSMA (13), le nombre d'abonnés uniques à la téléphonie mobile dans la région a atteint environ 450 millions à la fin de 2021 et devrait passer à 485 millions d'ici 2025, ce qui représente 73 % de la population totale, la plus forte augmentation étant concentrée au Brésil et au Mexique, et une forte croissance étant attendue sur les marchés à faible pénétration, comme le Guatemala et le Honduras.

Celles et ceux qui travaillent se sont-ils, grâce à ces transformations, appropriés les moyens de production, comme le propose

« L'avenir du travail ne devrait pas seulement être une source d'inquiétude, ses impacts devraient être anticipés. »

6) Daniel Gaio : « Brasil, el futuro del trabajo ante el desmantelamiento del Estado » in *Nodal*, décembre 2019.

7) CTA : « Travail présent et futur : Industrie 4.0 », 6 septembre 2019.

8) V. #Conectadxs. *Futuro del trabajo/Digitalización/Sindicatos* n° 7, bulletin d'information de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Argentine.

9) OIT : « Chile: CNC, CUT, Ministerio del Trabajo y OIT entregan lineamientos para la reconversión de las empresas y el trabajo en la era de la digitalización », 22 mai 2019.

10) D. Gaio : op. cit.

11) Ibid.

12) E. de la Garza Toledo : « Más allá de la fábrica : los desafíos teóricos del trabajo no clásico y la producción inmaterial » in *Nueva Sociedad* n° 232, 3-4/2011.

la théorie marxiste ? Ont-ils ainsi pris le contrôle des instruments de pouvoir et d'asservissement, se sont-ils libérés de la tutelle patronale, ou celle-ci est-elle devenue invisible, omniprésente ?

La crise de la représentation syndicale était déjà perceptible dans les années 1980, avec l'émergence de nouveaux sujets – les femmes et les jeunes – qui exprimaient des intérêts multiples au-delà du lieu de travail. Et cette crise est amplifiée par la massification des nouvelles technologies. De la classe ouvrière pensée comme un tout homogène, on est passé à la fragmentation des expériences et à la diversité des intérêts qui ont conduit à l'individualisme méritocratique. Les changements technologiques et organisationnels ont un impact sur les travailleurs, et donc sur les formes de représentation syndicale au 21^e siècle, dans quatre dimensions critiques : (a) les formes de contrôle ; (b) les espaces de travail ; (c) les temps de travail ; et (d) la main-d'œuvre ou les données.

Les formes de contrôle

L'utilisation généralisée des technologies de l'information et de la communication, associée à la diffusion des appareils mobiles, a fourni une source massive de données et, avec elle, une gestion algorithmique des objets et des êtres humains. La grande disponibilité des données favorise l'utilisation de technologies basées sur les technologies de l'information telles que le big data, le data mining et l'apprentissage automatique, qui permettent d'analyser les données, de les évaluer et de prendre des décisions sans intervention humaine. Cela entraîne d'énormes transformations dans ce que nous appelons le « travail », ainsi que des formes de contrôle qui se passent d'êtres humains « visibles ».

La portabilité des nouvelles technologies modifie les modes de contrôle du travail : « *le monde de l'interaction en face à face est en*

train de rouiller, de glisser dans le passé avec les livres et les montres » (14). Le matériel de plus en plus mobile et l'interconnexion entre les machines (internet des objets) favorisent le développement de logiciels plus invasifs, invisibles et autonomes, dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, la finance, l'administration publique, les transports et la santé, qui nécessitent de moins en moins de personnes et de plus en plus de capteurs.

Le processus suscite également des résistances : le ministère du travail de la province argentine de Cordoba a signalé une augmentation des plaintes concernant la surveillance des travailleurs au moyen de caméras de sécurité installées sur les lieux de travail d'entreprises métallurgiques et de pièces détachées automobiles (15). La plupart des conflits concernent des caméras placées dans des endroits stratégiques des établissements, d'où sont contrôlés les mouvements des employé-es, tels que l'entrée et la sortie des toilettes, ou le séjour dans les cantines ou les salles de repos. « *Les entreprises n'utilisent pas les caméras pour la sécurité, mais pour contrôler le personnel* », se plaint Rubén Urbano, secrétaire général de l'Unión Obrera Metalúrgica (UOM) de Córdoba ; « *bien que la législation actuelle empêche la présentation d'images prises par une caméra comme preuve d'un éventuel mauvais rendement d'un travailleur, en fait, les entreprises les utilisent à cette fin* ».

Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg ; le problème du contrôle ne se limite pas aux caméras, il concerne également les capteurs des téléphones portables, des tablettes, des voitures, des feux de signalisation, des photos, des médias sociaux. Les appareils et les applications génèrent des informations sur l'endroit où nous nous trouvons, sur ce que nous faisons, sur la manière dont nous le faisons, sur nos préférences, sur nos goûts, sur l'opinion que les autres ont de nous. Et nous sommes invités à participer à ce contrôle : il suffit de prêter attention aux voix des services clientèle qui, à la fin de leur communication, nous demandent de les évaluer de 1 à 5 ou de 1 à 10, sans que personne ne précise s'il s'agit d'évaluer l'attention, le service ou l'organisation. La discussion sur les performances n'a plus lieu avec le patron ou le contremaître, mais avec les données qui sont demandées aux clients et qu'ils fournissent dans la plupart des cas volontairement. Et cette discussion est déjà perdue d'avance si le syndicat n'est pas impliqué dans la conception des programmes de contrôle.

La possibilité pour les nouvelles techno-

logies de communication d'intégrer et de contrôler le travail – malgré la dispersion de la main-d'œuvre et les processus de décentralisation dans l'entreprise – est mise au service de l'organisation capitaliste (16). L'organisation syndicale se méfie généralement de ces changements et réclame une négociation en face à face, une territorialisation de l'action collective face à une virtualisation croissante. Et l'impact des technologies de contrôle ne se limite pas au secteur formel ; dans le secteur informel, l'utilisation de caméras pour le contrôle introduit de nouveaux acteurs – piétons, voisins, transporteurs – et approfondit les effets de désarticulation des relations sociales et de l'identité prévus par De la Garza (17).

Il ne s'agit pas d'automatisation ou du fantasme de l'usine sans ouvriers (les ouvriers avaient d'abord été licenciés), mais de la possibilité de surveiller en permanence ceux qui travaillent, quels que soient le moment, le lieu et la manière. Crawford résume ainsi la situation : « *Les logiques d'efficacité, de surveillance et d'automatisation convergent toutes dans l'évolution actuelle vers des approches computationnelles de la gestion du travail. [...] Dans les systèmes d'intelligence artificielle, l'expérience du travail a changé, en relation avec une surveillance accrue, une évaluation algorithmique et une modulation du temps* » (18).

Les espaces de travail

Pour atteindre l'ère de l'IA, les nouvelles technologies combinent la réduction de la taille et du poids des appareils (sans perte d'énergie, de mémoire et de capacité de traitement des données) avec l'élégance et la commodité. Ces appareils, comme nous l'avons déjà mentionné, nécessitent une ressource naturelle concentrée en Amérique latine, le lithium, qui permet de concevoir des accumulateurs légers, de petite taille et de formes variées, aux performances élevées et utilisables en tout lieu.

La portabilité redéfinit l'espace de travail. Le changement est subtil : nous quittons le poste de travail pour nous rendre dans les espaces de travail configurés par les moyens de production privés. Ordinateurs portables, téléphones mobiles et montres intelligentes nous accompagnent partout, brouillant les frontières entre le public et le privé, voire l'intime. L'impression 3D transforme ceux qui travaillent avec cette forme de production additive en prosommateurs (19). La classe ouvrière semble être reléguée à l'histoire. Le travail dans le secteur informel, le télétravail ou le travail sur des plateformes remettent

13) GSM Association, association internationale représentant les intérêts de 750 opérateurs et constructeurs de téléphonie mobile dans le monde : « *The Mobile Economy in Latin America 2021* », 2021.

14) Federico Kukso : « *Battles over the Internet. Una historia de control* » dans *El atlas de la revolución digital. Del sueño libertario al capitalismo de vigilancia*, Capital Intelectual, Buenos Aires, 2020.

15) Gabriel Esbry : « *Crece las denuncias por el control de empleados con cámaras de seguridad* » in *La Voz*, 19 octobre 2018.

16) Donna Haraway : *Manifeste cyborg : science, technologie et féminisme socialiste à la fin du 20^e siècle*, 1985.

17) E. De la Garza Toledo : op. cit.

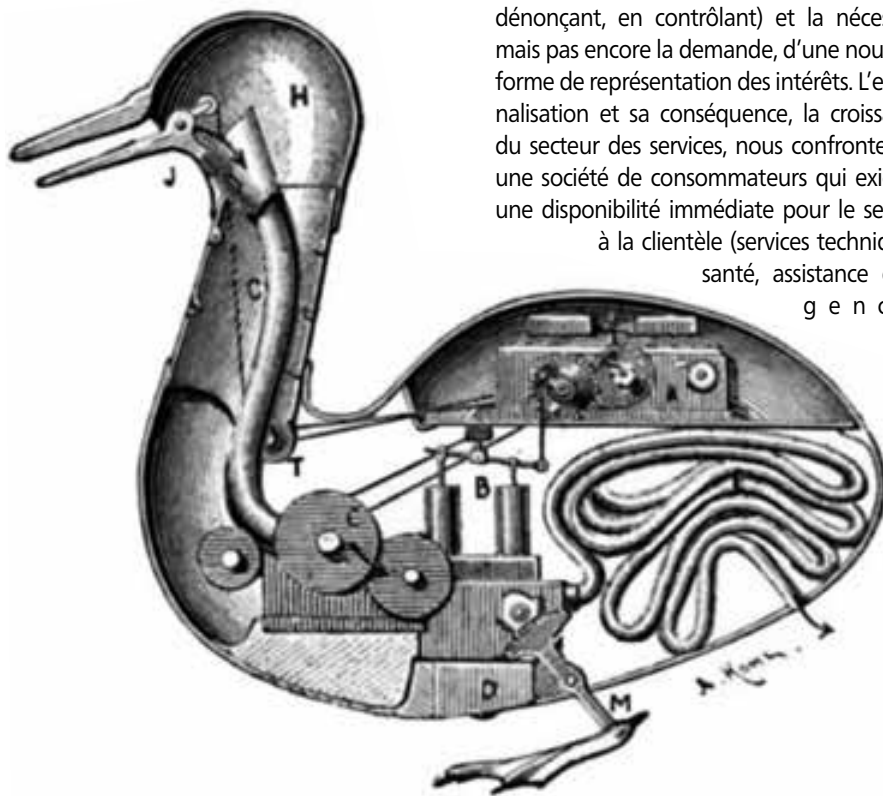
18) K. Crawford : op. cit.

en question les formes traditionnelles de représentation (20). Les processus d'externalisation et de déterritorialisation progressent avec le travail à domicile ou le télétravail.

Mais ce n'est pas la fin du travail, et en fait nous travaillons de plus en plus. Nous travaillons dans une variété d'espaces, certains en présentiel et d'autres virtuels, ce qui permet de combiner au sein d'une même personne emploi et relations de travail (formelles et informelles). Alors, à combien de syndicats devons-nous adhérer ? Lorsque nous utilisons la banque électronique, devenons-nous

professionnelle : tout au long de la vie, toute la journée, partout. Il s'agit d'une nouvelle configuration de la journée de travail, de la semaine de travail, des relais dans le travail.

Les plateformes de travail sont un arbre dans une vaste forêt, la porte d'entrée d'une déterritorialisation maximale et d'une gestion autonome du temps de travail. Une liberté sous forme de travail à distance, d'auto-organisation et de gestion par des algorithmes. Un nouveau type de travail, un nouveau type de travailleur-e, une relation de travail élargie (les clients, les passants, les voisins ou les consommateurs peuvent participer en évaluant, en dénonçant, en contrôlant) et la nécessité, mais pas encore la demande, d'une nouvelle forme de représentation des intérêts. L'externalisation et sa conséquence, la croissance du secteur des services, nous confrontent à une société de consommateurs qui exigent une disponibilité immédiate pour le service à la clientèle (services techniques, santé, assistance d'urgence,



INTERIOR OF VAUCANSON'S AUTOMATIC DUCK

Intérieur du canard automatique de Vaucanson (1738).

A, horlogerie ; B, pompe ; C, moulin pour moudre le grain ; F, tube intestinal ; J, bec ; H, tête ; M, pieds.

des employés de banque ? Lorsque nous gérons l'achat d'une place de cinéma par l'intermédiaire d'une plateforme, pour qui travaillons-nous, pour quel type de travail sommes-nous payés ?

Temps de travail

« La mesure du travail est une préoccupation centrale du management [...] La gestion du travail implique l'achat du temps des personnes et son utilisation efficace [au cours de la journée de travail convenue] » (21).

La connectivité modifie la perception de l'espace en termes de public et privé, mais aussi de temps de travail. Elle crée les conditions d'un nouveau type d'expérience

assistance automobile, bureau de poste, restaurants, hôtels). Internet contribue à la mondialisation du travail en permettant de fournir des services demandés dans d'autres fuseaux horaires. La journée de travail a été étendue au 24/7, c'est-à-dire qu'il faut être disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Comment ces phénomènes s'articulent-ils avec la revendication syndicale de réduction du temps de travail ?

L'expérience du travail ne se déroule pas seulement dans un espace de travail commun, elle repose aussi sur une dimension temporelle collective, par exemple la journée de travail de huit ou six heures, le poste de travail. Des droits collectifs sont associés à cette définition hétéronome de

la journée et de l'espace de travail : emplois, équipes, répartition hebdomadaire, heures supplémentaires, congés, récompenses. Que se passe-t-il lorsque les droits établis pour un collectif se heurtent à des intérêts individuels et autonomes ? Que se passe-t-il lorsque les droits collectifs sont perçus comme des privilèges ? Selon une enquête publiée par *The Economist*, l'Argentine arrive en tête des pays de la région où les travailleurs préfèrent télétravailler, suivie du Chili, du Mexique et du Brésil (22).

La force de travail ou les données

Les données, définies par certains comme le nouveau pétrole du 21^e siècle, occupent une place centrale dans l'économie. Le flux d'informations généré quotidiennement est ingérable. Les voitures, les lampadaires, les caméras de surveillance, les téléphones, les réfrigérateurs – en fait tous les appareils connectés au réseau – produisent une immense quantité de données. En 2020, selon un rapport, 64,2 zettaoctets de données seront créés, soit une augmentation de 314 % par rapport à 2015. En outre, le volume de données atteindra 175 zettaoctets d'ici à 2025, soit 175 fois plus que les informations générées en 2010 (23).

Les inégalités numériques se creusent au sein de nos populations et, face à cela, il convient de s'interroger sur le sens de la justice sociale au 21^e siècle. « Le secrétaire général du syndicat des auteurs argentins, Oscar Tabernise, a souligné que son syndicat a participé à la journée mondiale de solidarité avec la grève des scénaristes américain-es et a précisé que des actions de soutien ont eu lieu dans une vingtaine de pays. [...] L'industrie du divertissement, du cinéma et de la télévision suit de près cette lutte, qui fixera sans aucun doute les normes de travail pour l'avenir en ce

19) Personne qui participe à la production de l'objet qu'elle va consommer et qui devient par là même un acteur responsable du monde qu'elle façonne.

20) Il convient toutefois de mentionner certains efforts déployés par les syndicats pour intervenir dans ce nouveau paysage : en Colombie, l'Unión de Trabajadores de Plataformas a créé une application, UnidApp, qui permet aux travailleurs de se syndiquer, d'accéder à des informations, d'organiser des assemblées et de recevoir des conseils juridiques et des formations.

21) Jamie Woodcock : « The Algorithmic Panopticon at Deliveroo: Measurement, Precarity and the Illusion of Control », *Ephemera* vol. 20 n° 3, 2020.

22) « The wfh Showdown », *The Economist*, 15-21 juillet 2023.

23) David Reinsel, John Gantz et John Rydning : « The Digitization of the World from Edge to Core », IDC, 11/2018. Un zettaoctet est une unité de stockage d'informations équivalente à 10²¹ octets.

qui concerne l'utilisation de l'intelligence artificielle » (24). L'IA, qui est partout, se nourrit de nous en tant qu'amas humain de connaissances, d'expériences, de voix, de pensées, de raisonnements et même de sentiments.

Les entreprises utilisent les données relatives aux employés pour prédire qui a le plus de chances de réussir (25). La classe dirigeante utilise un large éventail de technologies pour surveiller ses travailleurs, notamment en suivant leurs déplacements à l'aide d'applications, en analysant leurs réseaux sociaux, en comparant leurs habitudes de réponse lorsqu'ils rédigent des courriels et planifient des réunions, et en les inondant de suggestions sur la manière de travailler plus rapidement et plus efficacement.

Mais vendre la force de travail, une capacité psychophysique qui ne cesse d'appartenir au travailleur, est-ce la même chose que vendre les données ? La recommercialisation de la force de travail a de nouvelles exigences en termes de protection et de droits dans l'extraction des données. Il ne s'agit pas seulement de les vendre à un juste prix, il s'agit de les protéger comme le ferait le droit d'auteur ; elles ne doivent pas être utilisées pour n'importe quoi, même si les technologies d'aujourd'hui le permettent. Le droit du travail traditionnel est-il suffisant ? Les données doivent-elles être brevetées ?

Les défis pour l'Amérique latine

La technologie introduite correspond-elle exactement aux besoins de l'Amérique latine ? Quels sont les intérêts et outils les plus adéquats pour un pays d'Amérique latine en matière de numérisation ? Google, Twitter, Instagram sont-ils conçus pour bénéficier aux citoyens latino-américains ? Certainement pas. Les données latino-américaines servent principalement d'autres objectifs, et non ceux de la majorité des citoyen-es de la région elle-même.

D'autre part, le manque d'infrastructures fixes à haut débit, le coût élevé des données et des appareils, le manque de compétences numériques et la rareté des contenus pertinents dans la langue locale sont les problèmes qui sous-tendent la faible appropriation des technologies. Il s'agit d'un problème de conception et de gestion des politiques sociales, technologiques, de l'emploi et de l'éducation.

À la faiblesse des organisations syndi-

cales dans la région s'ajoute le défi de repenser les formes de représentation politique et syndicale que ces temps nouveaux, ces emplois nouveaux et anciens, requièrent de toute urgence. Comment réguler la numérisation en Amérique latine ? Quelles sont les capacités étatiques et syndicales nécessaires pour contrôler les algorithmes qui nous contrôlent ? Comment garantir une gestion transparente et participative d'un mécanisme de contrôle virtuel et abstrait ? Comment établir des procédures de prise de décision sur une ressource dont le langage nous est étranger ? Comment limiter l'accès des mécanismes de contrôle sur le privé, l'intime, alors que toute notre vie est dans nos appareils ? Comment se déconnecter ? Il s'agit de s'appropriier ces nouvelles logiques pour identifier des intérêts, prédire des comportements, influencer des actions, défendre des droits.

Le nouvel agenda syndical doit donner la priorité à l'apprentissage tout au long de la vie, à la protection des données des travailleur-es et au droit à la déconnexion numérique, et repenser le temps de travail ainsi que les modalités et les exigences d'une participation active à la construction de la technologie. L'agenda de l'éducation doit repenser l'éducation des adultes, car l'accompagnement des processus d'innovation nécessite un apprentissage tout au long de la vie qui va au-delà des cycles d'éducation traditionnels.

Le temps de travail sera également au cœur des conflits du travail : qui le contrôle, qui le domine et de quelle manière. La réduction de la journée de travail commence à être envisagée face aux augmentations de productivité découlant de l'utilisation des nouvelles technologies. Comment rendre transparente l'extension, la réduction, l'intensification ou la dispersion de la journée de travail sans éviter la tension qui existe avec l'intimité et la vie privée ? Comment gérer collectivement le sentiment de liberté individuelle qui nous donne la possibilité de nous auto-organiser en fonction de nos besoins particuliers ? Comment éviter que le collectif soit perçu comme un privilège ou au contraire comme une limite à la liberté individuelle ?

Disposer d'institutions syndicales qui savent contrôler, sauvegarder et analyser les données que nous générons afin que la prise de décision ne viole pas les droits humains est une question stratégique et urgente. Il s'agit de passer de décisions individuelles à des politiques collectives. Les politiques de l'État et des syndicats peuvent converger sur les garanties et les responsabilités qui accom-

pagnent l'utilisation et la protection des données, en tant que citoyen-nes et travailleur-es. Une nouvelle structure de représentation – transparente, sûre, actualisée, fiable – est-elle possible ? Le débat sur le *big data* et l'apprentissage automatique (*machine learning*) n'est pas étranger au domaine syndical et à la nécessité de s'approprier ces technologies pour améliorer la représentation des intérêts. La structure syndicale s'y prête-t-elle ? Pour pouvoir fonctionner démocratiquement et de manière participative, nous avons besoin de syndicats intelligents, ouverts, capables d'apprendre afin de comprendre et d'intervenir dans les changements que nous vivons, avec leur impact sur la construction de nouvelles subjectivités, identités et revendications.

Dans ce contexte de transformation des économies de marché industrielles et financières en économies numériques, les périphéries telles que l'Amérique latine, l'Afrique ou certaines parties de l'Asie sont confrontées à des défis totalement nouveaux concernant l'avenir du travail et du développement, la stimulation de nouvelles voies d'avenir par des investissements massifs dans le « capital » humain et les institutions, d'une part, et les cadres réglementaires, d'autre part. Nous savons que ces régions manquent de ressources financières pour des investissements à grande échelle. Mais au milieu de profonds changements géopolitiques, l'Amérique latine semble disposer d'un énorme pouvoir de négociation : la région possède les matières premières et les conditions climatiques nécessaires à la transition énergétique. L'Union européenne a montré (surtout depuis le début de la guerre de la Russie contre l'Ukraine) un énorme intérêt pour cela. Soit l'Amérique latine profite de la situation et lie ses demandes et besoins socio-professionnels à l'ère numérique à ses négociations sur l'exploitation des nouvelles ressources, soit elle stagne dans un rôle limité qui ne profite pas à la majorité. Dans les pays d'Amérique latine, c'est la démocratie qui devra apprivoiser le capitalisme numérique, c'est-à-dire les institutions, les organisations représentatives, la société civile, les travailleur-es et les entrepreneur-es qui réclament de nouveaux cadres réglementaires, de nouvelles structures, de nouvelles idées, de nouveaux droits. Et, au sein de la région, une coopération gouvernementale très concrète est nécessaire pour tirer profit des avantages géologiques actuels. ■

Septembre 2023

24) « Gremios locales del sector se solidarizaron con la huelga de guionistas de Hollywood », *Télam*, 15 juin 2023.

25) K. Crawford : op. cit.

Un trotskiste au Panthéon!

Armenak Manoukian (1898-1944)

Il aura fallu quatre-vingts ans pour que la République française reconnaisse enfin le rôle de Missak Manouchian et des combattants de la FTP-MOI dans la Résistance contre l'occupation nazie. C'est finalement un président d'« extrême centre » qui a ouvert les portes du Panthéon à Manouchian et aux héros de l'Affiche Rouge, nommés dans une plaque.

Par
Michael Löwy*

François Hollande avait poliment refusé la demande des sénateurs communistes de prendre cette initiative. Macron prononça lui un beau discours, saluant ces combattants communistes et étrangers. Dommage que ses actes ne correspondent pas à ces belles paroles : c'est le même Macron qui a fait passer une loi immigration scélérate, célébrée par Marine Le Pen comme une « victoire idéologique » de son parti – un parti qui a eu parmi ses fondateurs en 1972 des anciens officiers français de la Waffen SS Charlemagne... Rappelons qu'un militant kurde, réfugié en France – un peu l'équivalent des réfugiés arméniens des années 1930 – s'est vu récemment notifier une OQTF (Obligation de quitter le territoire français). Va-t-on le livrer à la police turque du régime Erdogan ?

Parmi les vingt-trois combattants de la « bande à Manouchian » fusillés au Mont Valérien, il y avait un trotskiste! Même *l'Humanité* le reconnaît, dans le dossier sur l'Affiche rouge publié il y a quelques jours. Il s'agit de Arben Dav'tian, dit Armenak Manoukian. Sa biographie, rédigée par notre camarade Rodolphe Prager, est parue en 2009 dans le *Maitron*. Voici quelques moments de cette vie mouvementée, extraits de cette notice (1).

Arben Dav'tian, dit Armenak Manoukian, serait né le 7 novembre 1898 à Chouchi au Karabagh (Arménie) suivant les papiers en sa possession. Dav'tian entra au Parti bolchevik de Géorgie en 1917 et combattit en 1918 dans une brigade de gardes rouges pour la défense de la commune de Bakou : il

aurait été blessé trois fois. Fait prisonnier par les troupes anglaises qui s'emparèrent de la ville en août, il put s'échapper et se réfugia en Perse, à Téhéran. Revenu combattre tour à tour en Azerbaïdjan et en Arménie, il fut promu en 1920 officier et commissaire politique, après un court stage à l'école militaire rouge Chaoumian à Bakou. Ce fut comme commissaire politique d'une brigade qu'il se rendit avec son unité, à la rencontre de la 11^e Armée rouge qui pénétra dans Erevan (Arménie) le 2 avril 1921. Il passa alors dans l'appareil du parti, en tant qu'instructeur-organisateur auprès du Comité central d'Arménie, de Géorgie et d'Azerbaïdjan.

Dav'tian adhère au cours des années vingt à l'opposition de gauche et devient à Erevan un de ses porte-parole

Fin 1927 il fut exclu du parti et, le 24 septembre 1928, arrêté avec de nombreux militants arméniens, et déporté dans le Kazakhstan, à Akmolinsk. Condamné à trois ans de prison, il fut transporté six mois après dans l'isolateur de Verkhneouralsk, où il s'inséra dans le collectif bolchevik-léniniste et participa en décembre 1933 à la grève de la faim qui dura dix-huit jours. À l'expiration de sa peine, il fut relégué le 22 janvier 1934 en Asie centrale, à Andijan. Il s'enfuit d'Andijan le 30 juin 1934 et franchit la frontière perse le 18 juillet.

Dav'tian réussit en été 1935 à établir un contact avec Léon Sedov. Il adressa à celui-ci « l'Appel au prolétariat mondial », daté du 4 août, signé Tarov, son pseudonyme d'alors. Ce document relata son expérience et alerta l'opinion publique sur le sort des prisonnier-es politiques déte-



Armenak Manoukian. DR

nu-es en URSS. Il fut diffusé par la presse trotskiste internationale accompagné d'un commentaire de Trotsky.

À l'initiative de Trotsky et de Sedov, un « fonds Tarov » fut créé et alimenté par une souscription internationale, pour lui venir en aide et payer son voyage en Europe. Il fallut près de deux ans pour réunir la somme nécessaire et régler la question du visa, puisqu'il

* Michael Löwy, né au Brésil, est sociologue, philosophe et militant de la IV^e Internationale en France. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires*, en collaboration avec Olivier Besancenot (éditions Mille et une nuits, 2014, 260 p.), *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire* (Le Temps des cerises, 2018, 220 p.) et *La Comète incandescente. Romantisme, surréalisme, subversion* (Préface d'Alex Januario, illustrations de Guy Girard, Sergio Lima et Penelope Rosemont, Orange, Éditions le Retrait, 2020, 206 p.).

1) Notice Manoukian Armenak [Dav'tian Arben, Abramovitch, dit Tavitian (Holban), dit Davidian (SGE), dit André] par Rodolphe Prager, version mise en ligne le 25 août 2009, dernière modification le 24 avril 2022.

n'arriva à Marseille que le 22 mai 1937 et à Paris le 25. Il fut hébergé à Maisons-Alfort chez les militants trotskistes Roland et Yvonne Filiâtre, et il passa une partie de l'été chez Alfred et Marguerite Rosmer dans leur grange de Périgny-sur-Yerres. Le 12 juin 1937, il fut entendu par la commission d'enquête parisienne sur les procès de Moscou et sa déposition, reproduite dans la presse trotskiste, fit une forte impression. Il eut des contacts suivis avec Léon Sedov et participa au groupe russe animé par celui-ci. Il y eut un litige au sujet du manuscrit volumineux des mémoires de Dav'tian, intitulées *Dans les prisons du Thermidor russe*, écrites à Tabriz. Zborowski (agent de la GPU infiltré) accumula les objections pour en rendre impossible la publication. La coupure avec le groupe russe devint entière après le décès de Sedov, dans des conditions peu claires, le 16 février 1938. Dav'tian s'en plaignit dans une lettre à Trotsky du 9 juillet, laissant entendre que le malaise était dû à la présence « d'un élément étranger qui s'est introduit dans notre milieu », ce qui semblait viser Zborowski.

Au printemps 1939 parut, enfin, une brochure imprimée en français (traduite du russe), signée Tarov, présentée comme une « contribution à la critique du programme d'action de la IV^e Internationale » et inti-

ulée *Le Problème est : viser juste*. Domiciliée à l'adresse du Parti socialiste ouvrier et paysan de Pivert, rue de Rochechouart, elle fut réalisée avec l'aide de Georges Servois, du syndicat des correcteurs.

Vivant dans un isolement accru, Dav'tian prit contact vers 1941 avec des communistes arméniens

Au cours de l'année 1942 il se lia à Manouchian et s'établirent entre eux des liens d'estime et de confiance. Mélinée Manouchian se souvient que « Manouche » lui présenta Dav'tian en 1942, dans un café, en disant : « Il est avec nous. » Elle ajoute que Manouchian savait qu'il était antistalinien et qu'il s'était enfui d'URSS. Manouchian prit sur lui d'intégrer Dav'tian dans le groupe arménien de la MOI et de le faire venir ensuite dans le premier détachement des Francs-tireurs et partisans (FTP) où il fut admis en juillet 1943 avec le matricule 10 050 sous le pseudonyme d'André.

Dav'tian fut engagé dans la nuit du 12 au 13 août 1943 dans une opération de déraillement sur la ligne Paris-Verdun, à proximité de Châlons-sur-Marne, conduite par Boscov. Il jeta une grenade sur un camion rempli de soldats allemands, le 28 août, à la sortie

des usines Renault à Boulogne-Billancourt, couvert par ses camarades FTP arméniens. Il fut blessé dans l'opération suivante qui échoua, visant à abattre le 5 octobre Gaston Bruneton, directeur de la main-d'œuvre française en Allemagne. Arménouhi Assadourian, la sœur de Mélinée, recueillit Dav'tian et l'installa dans une chambre d'hôtel, cédée par Henri Karayan, jeune FTP arménien. Pendant près de six semaines, Mélinée lui apporta chaque jour nourriture, médicaments et renouvela les pansements ; ils purent converser longuement en toute confiance. Dav'tian parla ouvertement de son passé trotskiste et voua une immense reconnaissance à Mélinée.

La Brigade spéciale l'arrêta le 19 novembre, à son nouveau domicile, 200 rue de Belleville. « Il faut penser également à Manoukian qui meurt avec moi », écrivit Manouchian à Mélinée, deux heures avant son exécution, soulignant son attachement à ce compagnon. Sur sa tombe au cimetière d'Ivry, dans le carré réservé aux membres du « groupe Manouchian », se trouve une plaque de la République socialiste d'Arménie portant la mention : « *Tes camarades de combat qui ne t'oublieront jamais* ». Dav'tian aurait été réhabilité en Arménie, ainsi que sa femme et sa fille, qui avaient été déchues de leurs droits civils. ■



Contribuez au Fonds de solidarité Asie d'ESSF !

L'association Europe solidaire sans frontières assure un soutien financier régulier à nos organisations sœurs dans quatre pays d'Asie : le Bangladesh, l'Indonésie, le Pakistan et les Philippines (à Mindanao). Nous avons malheureusement dû suspendre l'aide destinée à la Birmanie, théâtre d'une sanglante guerre civile qui attire bien rarement l'attention des médias.

Les pays de cette région subissent des « chocs » à répétition qui minent le tissu social : impact du changement climatique et de multiples catastrophes dites naturelles, conséquences dévastatrices

des politiques néolibérales et du poids des dettes, conflits militaires (à Mindanao) dont les populations sont victimes, montées d'intégrismes religieux qui ciblent en particulier les droits des femmes, dérives autoritaires des pouvoirs établis – des « chocs » dont les effets sont cumulatifs.

Les organisations progressistes agissent souvent dans des conditions difficiles, voire dangereuses (disparitions ou assassinats ciblés). Elles aident les communautés populaires à faire face au mieux à la dégradation de la situation, favorisant leur auto-organisation et l'entraide, promouvant la modifi-

cation des systèmes de production agricole pour réduire l'impact du réchauffement climatique... Assumant des responsabilités multiples, elles ont besoin d'être soutenues dans la durée. C'est à cette fin que nous avons constitué le Fonds permanent de solidarité Asie.

Merci à toutes celles et tous ceux qui ont soutenu notre action ou qui la soutiendront. ■

Pierre Rousset

L'entièreté des dons reçus est transférée à nos organisations sœurs (l'équipe d'ESSF assurant elle-même les frais

de fonctionnement de l'association). Les dons à destination humanitaire permettent une réduction d'impôt en France.

Les modalités de paiement sont indiquées sur le site Internet.europe-solidaire.org

L'appel à dons pour le Fonds de solidarité 2024, avec la présentation de nos partenaires, est disponible ici :



Denis Horman, ou l'espérance indéfectible

Il est un âge où l'on regarde volontiers dans le rétroviseur. C'est ce que font en particulier les militant·es qui ont consacré leur vie à la révolution mais n'ont pas eu le bonheur de la vivre. Alors certain·es brûlent ce qu'ils ont adoré, voire adorent ce qu'ils ont brûlé. D'autres, qui ne regrettent rien, avouent modestement leur frustration et disent pourquoi ils gardent fièrement levé le beau drapeau rouge de l'espérance. Denis Horman est de ceux-là (1).

Par
Daniel Tanuro*

Après quelque soixante années d'activisme politique, notre camarade pose ses pas dans ceux d'Alain Krivine. Comme lui, il dit qu'il ne regrette rien et qu'il continue le combat, car «ça» ne lui est pas «passé avec l'âge» (2). «Ça», c'est le refus de l'injustice, l'indignation contre l'exploitation, la révolte contre ce capitalisme «fossoyeur du bonheur», et la haine contre la «bête immonde» – toujours présente dans les entrailles du système. «Ça», c'est surtout la conviction profonde, inébranlable, que l'émancipation humaine est possible, dépend des luttes, de leur internationalisation et de leur organisation démocratique.



Lutter quoi qu'il arrive

Denis Horman ne le cache pas : en ces temps de plus en plus sombres, alors que le néofascisme, le postfascisme et la droite extrême semblent partout devoir s'imposer, son optimisme de la volonté cède parfois le pas au pessimisme de la raison. Mais il reste dans le droit fil de Bertolt Brecht, qui disait : «Celui qui lutte n'est pas sûr de gagner, mais celui qui ne lutte pas est sûr de perdre». Et en définitive, oui, tout dépend de cela : la lutte, l'unification des luttes, la convergence des luttes, moteur de leur politisation autour d'un projet de société alternatif.

Retraçant son parcours militant dans «*le tourbillon de la vie*», Denis Horman évoque à la fois son activité militante d'agitateur infatigable – présent systématiquement dans les luttes ouvrières des années soixante-dix en Wallonie – et les grands événements internationaux qui ont renforcé son engagement – depuis le coup d'État de Pinochet jusqu'à la transition post-franquiste en Espagne, en passant par la Révolution portugaise. Il développe ensuite quelques thématiques qui l'ont mobilisé : «*l'insolence des criminels climatiques*», «*la criminalisation migratoire institutionnalisée*», la réduction du temps de travail à laquelle il a consacré un autre ouvrage (3).

Bilans et perspectives

À l'heure des bilans, les marxistes révolutionnaires ne peuvent manquer de revenir sur les grands événements du 19^e siècle que sont la Révolution russe de 1917 et la contre-révolution bureaucratique stalinienne. Denis Horman le fait en nous disant à quel point il a été marqué par les analyses de Daniel Bensaïd et d'Olivier Besancenot.

Qui dit «révolution» dit «prise du pouvoir». L'ouvrage se termine sur quelques réflexions ouvertes concernant le nécessaire prolongement politique des luttes, à partir des tentatives de recomposition de la gauche radicale belge francophone dans lesquelles l'auteur s'est fortement investi : Gauches unies en 1993-95 et l'appel de la FGTB de Charleroi en 2013-2014. Des tentatives inabouties mais dont il s'agit, selon Denis Horman, de tirer toutes les leçons, en perspective de l'avenir. Car nous avons besoin d'une formation politique d'un type nouveau : «*ample, crédible et plurielle*», «*un collectif cherchant le meilleur mode de fonctionnement permettant à tout un chacun et chacune de débattre et contrôler l'ensemble des décisions*».

Par rapport à d'autres ouvrages du même genre, l'originalité la plus grande du petit livre de Denis Horman réside peut-être dans le soin que l'auteur met à décrire le milieu d'où il est issu. Gageons que c'est dans la chaude «*bienveillance d'une grande famille*» de modestes agriculteurs ardennais très sincèrement catholiques que Denis Horman a puisé la foi dans la possibilité de la liberté, non pas au Ciel, mais sur la Terre. ■

Le 17 janvier 2024

* Daniel Tanuro est militant de la Gauche anticapitaliste, section belge de la IV^e Internationale. Ingénieur agronome et environnementaliste, il a fondé l'ONG belge «*Climat et justice sociale*». Il est l'auteur de *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement*, éd. Textuel, 2020.

1. Denis Horman, *Que vienne le temps des cerises !, Parcours d'un militant dans le tourbillon de la vie*, éd. Couleur livres, Mons 2023, 17 €.

2. Lire *Ça te passera avec l'âge*, Alain Krivine, éditions Flammarion, 2006.

3. Denis Horman, *Leurs profits... Nos vies. Pour une réduction collective et radicale du temps de travail*, éd. Couleur livres, Mons 2021.

Ensemble, se frayer un chemin

Toutes sortes de fantômes hantent l'Europe. Des monstres de l'ancien et du nouveau monde qui aiment le clair-obscur. La gauche anticapitaliste européenne tente de faire face à cette situation.

Par
Gonzalo Donaire*

Depuis des années, l'Europe saigne aux frontières et fait pousser des barbelés. Aujourd'hui, l'UE est un grand laboratoire du néolibéralisme sécuritaire. Elle veut également redevenir un acteur mondial dans le désarroi de la gouvernance mondiale. Militarisation, austérité, extractivisme, privatisation, précarité, dérégulation, accords commerciaux transocéaniques et complicité avec des génocidaires comme Netanyahu.

Pendant des décennies, l'Europe a vécu des profits de l'accumulation capitaliste et coloniale primitive. Pendant des années, l'UE a prétendu être le bon flic de la mondialisation heureuse. Mais aujourd'hui, l'échiquier géopolitique se déplace sous ses pieds et les élites européennes voient leur influence mondiale traditionnelle menacée. Anciennes et nouvelles puissances se disputent le trône et les ressources nécessaires pour faire face à l'effondrement climatique du capitalisme tardif. Il est temps pour elles de renforcer leur agressivité. [...]

Nous faisons face à des attaques sans frontières. Des attaques qui suscitent et susciteront des réponses populaires. Résistance contre le néo-extractivisme peint en vert ; contre les attaques du capital déguisées en changement de modèle productif. L'urgence climatique comme toile de fond critique pour ceux d'en bas et comme alibi pour ceux d'en haut.

* **Gonzalo Donaire** est activiste anticapitaliste, économiste et spécialiste des mouvements migratoires. Il est actuellement conseiller de Miguel Urbán au Parlement européen.

Texte publié par *Punto de vista internacional*, traduit par Luc Mineto.

1) CUP (Catalogne), Anticapitalistas (État espagnol), Adelante Andalucía (Andalousie), Alternatiba (Pays Basque), NPA, Gauche écosocialiste et Ensemble, (France), Gauche Anticapitaliste (Belgique), People Before Profit (Irlande), SolidaritéS (Suisse), Socialistisk Politik (Suède), Bloco de Esquerda (Portugal), Marx21 (Allemagne), Campaign for Socialism / Labour Party-Unions (Écosse), Anametrisi et DEA (Grèce).

Pendant ce temps, l'extrême centre néolibéral a adopté l'agenda réactionnaire et xénophobe d'une extrême droite qui, en cours de route, a remplacé son europhobie traditionnelle par un euro-réformisme ultra-conservateur et chauvin. Pourquoi quitter l'UE s'ils peuvent la cogouverner comme ils le font déjà dans plusieurs États membres ? [...]

La réponse de la gauche anticapitaliste ne peut être que collective.

Ce collectif exige des espaces de rencontre et de discussion, parce que les attaques internationales appellent des réponses internationalistes.

Or, l'absence d'espaces de coordination internationale et internationaliste dans le camp de la gauche radicale est une réalité aussi palpable qu'inquiétante. [...] Mais nous ne sommes pas seul-es. Outre les organisations politiques, il existe dans toute l'Europe des dizaines d'acteurs sociaux et syndicaux qui se réclament de l'anticapitalisme et de l'internationalisme, de l'antimilitarisme, de l'écosocialisme, de l'anticolonialisme et du féminisme.

Avec l'intention modeste mais déterminée de contribuer à ce long travail, Anticapitalistas et la CUP (Candidature d'unité populaire) ont coorganisé le 3 février à Barcelone une rencontre européenne d'organisations anticapitalistes et de gauche alternative pour réfléchir ensemble au moment dans lequel nous nous trouvons et discuter des alternatives que nous pouvons mettre en place pour changer l'Europe à partir de la base.

Des délégations de 16 organisations politiques de 13 territoires européens (1) ont discuté avec des représentant-es d'autres organisations (Transnational Institute, Centre delàs, Observatori del deute en la globalització, Rosa Luxemburg Foundation) des conséquences de la militarisation mondiale croissante et du rôle de l'Union européenne, ainsi que des réponses

écosocialistes possibles au capitaliste vert présenté par les élites européennes. Deux tables rondes ont permis de mettre à jour les caractérisations communes, d'avancer des propositions concrètes et de discuter des divergences existantes, comme celle de la caractérisation du conflit en Ukraine après l'invasion russe. La principale conclusion est sans doute qu'il faut davantage d'espaces comme celui-ci, afin de poursuivre les échanges au-delà de la distance froide et violente des réseaux sociaux.

Et comme les luttes et les résistances ne se construisent pas dans l'abstrait, mais sur des agendas partagés, les organisations participantes ont pris le relais du mouvement BDS pour promouvoir, dans les plateformes respectives de solidarité avec la Palestine auxquelles elles participent, l'appel à manifester le 25 février ou les jours suivants, dans le but de lancer une première expérience de journée de protestation à l'échelle européenne. De même, des informations ont été données sur la réunion européenne de solidarité avec la Palestine qui se tiendra à Barcelone les 16 et 17 mars.

Les échanges informels qui ont eu lieu pendant la réunion ont été et seront toujours aussi importants que les discussions formelles. La dimension émotionnelle et affective de la camaraderie est un pilier de la construction des organisations révolutionnaires. Et elle sera aussi un pilier de leur coordination internationale. Dans la tension dialectique permanente entre ambition et prudence, les participant-es à la rencontre européenne se sont rapprochés un peu plus de l'étape suivante vers un espace d'échange et de coordination entre anticapitalistes de toute l'Europe, qui devra continuer à grandir, mais qui est déjà en train de se remettre en mouvement. Mais, comme l'effondrement du capitalisme ou des vieux empires, il ne viendra pas seul : il dépendra de l'élan militant que voudront bien lui donner celles et ceux qui participent à cet espace. Car le chemin se construit en marchant. ■

Le 16 février 2024